

La Banque Scotia inscrit un bénéfice record de plus de 1 milliard de dollars au premier trimestre

T1

2007

Chiffres clés du premier trimestre par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent :

- Bénéfice par action (dilué) de 1,01 \$, une hausse appréciable de 20 % par rapport à 0,84 \$
- Bénéfice net record de 1 020 millions de dollars, en hausse de 20 % par rapport à 852 millions de dollars
- Rendement des capitaux propres de 23,0 %, en hausse par rapport à 21,6 %
- Ratio de productivité de 53,6 %, une amélioration par rapport à 55,2 %

Toronto, le 6 mars 2007 – La Banque Scotia a dégagé un bénéfice net record de 1 020 millions de dollars au premier trimestre, dépassant pour la première fois la barre du milliard de dollars grâce aux solides résultats de ses trois secteurs d'activité. Le bénéfice dilué par action (BPA) s'est chiffré à 1,01 \$, contre 0,84 \$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent, une appréciation de 20 %. Le rendement des capitaux propres (RCP) a progressé pour atteindre 23,0 %, contre 21,6 % à l'exercice précédent.

« Notre stratégie de diversification entre nos trois secteurs d'activité, à savoir le Réseau canadien, Scotia Capitaux et les Opérations internationales, continue à produire une forte croissance durable », a déclaré M. Waugh, président et chef de la direction de la Banque Scotia.

« Les Opérations internationales ont affiché des résultats particulièrement solides grâce à une croissance interne d'envergure dans l'entreprise et à l'apport des plus récentes acquisitions stratégiques au Pérou et au Costa Rica. Nos opérations au Mexique continuent à fournir une contribution importante car elles affichent une très forte croissance du nombre de prêts, de cartes de crédit et de prêts hypothécaires consentis à la clientèle privée. »

« Le Réseau canadien a pour sa part connu une augmentation soutenue du nombre de ses prêts personnels, la moyenne des actifs liés aux services aux particuliers ayant augmenté de 15 %, en raison essentiellement de la forte croissance du

crédit hypothécaire, notamment grâce à l'acquisition de Maple Trust, et de la croissance des lignes de crédit renouvelables accordées aux particuliers. Le nombre de dépôts a également connu une croissance robuste. Bien que la marge d'intérêts de la Banque se soit repliée par rapport à celle du trimestre correspondant de l'exercice précédent, il n'en demeure pas moins qu'elle s'est stabilisée d'un trimestre sur l'autre », a expliqué M. Waugh. « Par ailleurs, la Gestion de patrimoine a inscrit une croissance marquée des revenus tirés des services de courtage aux particuliers et des fonds communs de placement. »

« Les résultats de Scotia Capitaux ont bénéficié de la hausse des volumes de prêts au Canada, aux États-Unis et en Europe, d'un environnement de crédit qui est demeuré favorable et de résultats records au sein de notre division des métaux précieux. Toutefois, dans l'ensemble, les revenus de négociation ont connu une baisse par rapport à leur niveau record de l'exercice précédent. »

« La situation financière de la Banque Scotia demeure très vigoureuse, ce qui nous permet de continuer à accroître le rendement pour les actionnaires tout en maintenant la flexibilité nécessaire pour envisager un large éventail d'options en ce qui a trait à notre croissance future. »

« Grâce à nos solides résultats du premier trimestre, nous sommes en bonne position pour atteindre nos principaux objectifs de rendement de 2007. »

Résultats cumulatifs par rapport aux objectifs financiers et d'exploitation de 2007 :

1. OBJECTIF : Afficher un rendement des capitaux propres (RCP)¹⁾ se situant entre 20 % et 23 %. Pour le trimestre, la Banque Scotia a affiché un RCP de 23,0 %.
2. OBJECTIF : Générer une croissance du bénéfice par action ordinaire (dilué) de 7 % à 12 %. La croissance d'un exercice sur l'autre du bénéfice par action a été de 20 %.
3. OBJECTIF : Maintenir un ratio de productivité¹⁾ inférieur à 58 %. Le ratio de la Banque Scotia a été de 53,6 % pour le trimestre.
4. OBJECTIF : Maintenir de solides coefficients de capital. À 10,4 %, le coefficient du capital de catégorie 1 de la Banque Scotia demeure solide selon les normes canadiennes et internationales.

1) Se reporter à l'analyse des mesures non conformes aux PCGR à la page 6.



Diffusion en direct sur le Web de la conférence téléphonique de la Banque avec les analystes. Voir renseignements à la page 28.



Aux dates indiquées et pour les
trimestres terminés à ces dates

	31 janvier 2007	31 octobre 2006	31 janvier 2006
<i>(non vérifié)</i>			
Résultats d'exploitation <i>(en millions de dollars)</i>			
Revenu d'intérêts net	1 776	1 652	1 509
Revenu d'intérêts net (BMEF ¹⁾)	1 881	1 783	1 605
Revenu total	3 109	2 868	2 734
Revenu total (BMEF ¹⁾)	3 214	2 999	2 830
Dotation à la provision pour pertes sur créances	63	32	75
Frais autres que d'intérêts	1 724	1 708	1 562
Charge d'impôts	277	203	225
Charge d'impôts (BMEF ¹⁾)	382	334	321
Bénéfice net	1 020	897	852
Bénéfice net revenant aux actionnaires ordinaires	1 012	890	844
Rendement de l'exploitation			
Bénéfice de base par action <i>(en dollars)</i>	1,02	0,90	0,85
Bénéfice dilué par action <i>(en dollars)</i>	1,01	0,89	0,84
Rendement des capitaux propres <i>(en pourcentage)</i> ¹⁾	23,0	21,1	21,6
Ratio de productivité <i>(en pourcentage)</i> (BMEF ¹⁾)	53,6	56,9	55,2
Marge nette sur intérêts sur le total de l'actif moyen <i>(en pourcentage)</i> (BMEF ¹⁾)	1,91	1,89	1,97
Données du bilan <i>(en millions de dollars)</i>			
Liquidités et titres	126 899	118 878	101 953
Prêts et acceptations ²⁾	222 690	212 329	180 694
Total de l'actif	396 470	379 006	324 951
Dépôts	277 019	263 914	227 547
Actions privilégiées	945	600	600
Avoir des porteurs d'actions ordinaires	18 850	16 947	15 571 ³⁾
Actifs sous administration	203 067	191 869	174 110
Actifs sous gestion	29 158	27 843	26 185
Mesures du capital			
Coefficient du capital de catégorie 1 <i>(en pourcentage)</i>	10,4	10,2	10,8
Coefficient du capital total <i>(en pourcentage)</i>	11,7	11,7	12,7 ³⁾
Coefficient de l'avoir corporel des porteurs d'actions ordinaires à l'actif pondéré en fonction du risque ¹⁾ <i>(en pourcentage)</i>	8,4	8,3	9,0
Actif pondéré en fonction du risque <i>(en millions de dollars)</i>	206 843	197 010	168 948
Qualité du crédit			
Montant net des prêts douteux ⁴⁾ <i>(en millions de dollars)</i>	579	570	659
Provision générale pour pertes sur créances <i>(en millions de dollars)</i>	1 323	1 307	1 330
Montant net des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations ²⁾⁴⁾	0,26	0,27	0,36
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances en pourcentage de l'encours moyen des prêts et acceptations (annualisée) ²⁾	0,12	0,18	0,17
Données sur les actions ordinaires			
Cours de l'action <i>(en dollars)</i>			
Haut	53,39	49,50	49,80
Bas	48,80	45,36	42,89
Clôture	50,76	49,30	46,25
Actions en circulation <i>(en millions)</i>			
Moyenne (de base)	991	989	989
Moyenne (diluée)	1 001	1 000	1 002
Fin de la période	993	990	988
Dividendes par action <i>(en dollars)</i>	0,42	0,39	0,36
Rendement des actions <i>(en pourcentage)</i>	3,3	3,3	3,1
Ratio de distribution ⁵⁾ <i>(en pourcentage)</i>	41,2	43,3	42,2
Capitalisation boursière <i>(en millions de dollars)</i>	50 397	48 783	45 696
Valeur comptable par action ordinaire <i>(en dollars)</i>	18,99	17,13	15,76 ³⁾
Ratio de la valeur marchande à la valeur comptable	2,7	2,9	2,9
Ratio cours-bénéfice (quatre derniers trimestres)	13,5	13,7	14,2
Autres données			
Employés	53 937	53 251	47 166
Succursales et bureaux	2 225	2 191	1 968

1) Mesure non conforme aux PCGR. Se reporter à la page 6 pour l'analyse de ces mesures.

2) Certains montants comparatifs du présent rapport trimestriel ont été retraités, le cas échéant, pour correspondre à la présentation de la période en cours.

3) Les données du bilan et les coefficients connexes ont été retraités pour tenir compte de la norme comptable portant sur la rémunération à base d'actions adoptée en 2006. Pour obtenir plus de détails, il y a lieu de se reporter à la note 1 des états financiers consolidés intermédiaires paraisant à la page 25.

4) Le montant net des prêts douteux correspond au montant des prêts douteux moins la provision spécifique pour pertes sur créances.

5) Représente le dividende sur actions ordinaires pour la période en pourcentage du bénéfice net revenant aux porteurs d'actions ordinaires pour la période.

Stratégies de réussite

Le présent trimestre marque le premier trimestre de la 175^e année d'activité de la Banque. Notre méthode de travail et notre façon de faire affaire ont changé considérablement au fil des années, mais nos principales valeurs – intégrité, respect, engagement, perspicacité et dynamisme – ainsi que nos grandes forces – satisfaction de la clientèle, contrôle des coûts, gestion du risque, diversification et notre personnel – sont demeurées immuables et ont soutenu notre succès.

Notre objectif est d'être la meilleure société canadienne de services financiers à l'échelle internationale. Pour y parvenir, nos secteurs d'activité et nos principales fonctions de soutien se concentreront sur trois grandes priorités : la croissance durable des revenus, la gestion efficace de notre capital et le leadership.

La croissance durable et rentable de nos revenus est notre principale priorité. Chaque secteur d'activité mise à la fois sur des projets de croissance à l'interne et sur des acquisitions potentielles.

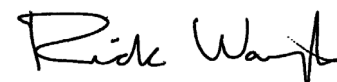
Nous utilisons des approches novatrices pour recruter de nouveaux clients et resserrer nos relations. Au cours du trimestre, nous avons annoncé un partenariat unique avec Cineplex Entertainment pour le lancement de SCENE, premier programme canadien de fidélisation lié aux activités de divertissement, qui comprend notamment les droits sur le nom de cinq grands établissements Cineplex au pays. De plus, nous travaillons à l'ajout de succursales et à l'accroissement de notre capacité de vente.

À nos yeux, le leadership est aussi un élément essentiel de la réussite de nos plans de croissance à long terme. Bon nombre de stratégies sont envisageables, mais aucune d'entre elles ne sera efficace si elle n'est pas mise en œuvre de façon appropriée, c'est-à-dire par des personnes bien dirigées et motivées.

L'un des éléments clés de notre stratégie de leadership est l'importance que nous accordons à l'avancement des femmes. Au cours du trimestre, la Banque a reçu le prestigieux prix international *Catalyst 2007* qui met en lumière ses réalisations pour l'avancement des femmes. Ce prix souligne l'augmentation du nombre de femmes au sein de notre équipe de haute direction, qui était composée de 31 % de femmes en 2006, un niveau record, comparativement à 18,9 % en 2002.

Ces réalisations et plusieurs autres, de même que les efforts de nos employés à l'échelle mondiale, ont permis à la Banque d'inscrire un bénéfice trimestriel record qui dépasse, pour la première fois de son histoire, le chiffre de 1 milliard de dollars.

Pour les 175 prochaines années, je suis convaincu que notre approche équilibrée – qui repose autant sur notre objectif et nos stratégies que sur les personnes qui les réalisent – nous permettra de poursuivre notre succès.



Rick Waugh

Président et chef de la direction

Objectifs 2007 – Notre tableau de bord équilibré

Résultats financiers

- Rendement des capitaux propres de 20 % à 23 %
- Croissance de 7 % à 12 % du bénéfice par action dilué
- Valeur à long terme pour les actionnaires grâce à l'augmentation des dividendes et à l'appréciation du cours de l'action

Exploitation

- Ratio de productivité inférieur à 58 %
- Bonnes cotes de crédit
- Pratiques saines en matière de gouvernance d'entreprise et de conformité
- Solides coefficients de capital

Clientèle

- Niveau élevé de satisfaction et de fidélité de la clientèle
- Relations plus étroites avec nos clients existants
- Recrutement de nouveaux clients

Personnel

- Niveau élevé de satisfaction et d'engagement des employés
- Amélioration de la diversité de nos effectifs
- Engagement envers la responsabilité sociale de l'entreprise et la participation dans la collectivité

Réseau canadien

- La Banque Scotia a annoncé la création d'un partenariat avec Cineplex Entertainment qui a mené au lancement de SCENE, tout premier programme canadien de fidélisation lié aux activités de divertissement. Les membres du programme peuvent accumuler des points lorsqu'ils règlent leurs achats à l'aide de leur carte de débit SCENE de la Banque Scotia, qu'ils peuvent ensuite échanger contre des billets de cinéma gratuits et d'autres primes à caractère divertissant. La Banque Scotia a également acquis les droits sur le nom de cinq grands établissements Cineplex au Canada.
- Pour mieux servir sa clientèle formée de petites entreprises, la Banque a lancé un programme de formation perfectionné ainsi qu'un nouvel outil de planification financière. De plus, elle a consolidé certains partenariats clés, notamment celui avec le Collège des médecins de famille du Canada qu'elle parrainera pour une période de cinq ans et à qui elle versera la somme de 1,5 million de dollars à l'intention de professionnels étudiants.
- Les actifs des fonds communs de placement ont augmenté de 8 % pour atteindre 17,5 milliards de dollars pour le trimestre. Notre nouvelle plateforme de vente de placements a été mise en place et, jumelée à un meilleur soutien au chapitre de la commercialisation et des ventes, elle a contribué à la forte croissance des ventes de fonds communs de placement, qui se sont chiffrées à 662 millions de dollars au premier trimestre, comparativement à des rachats nets de 287 millions de dollars enregistrés au trimestre correspondant de l'exercice précédent.
- Pour attirer de nouveaux clients au sein des marchés à forte croissance, nous avons ajouté cinq nouvelles succursales au cours du trimestre, lesquelles s'ajoutent aux 15 succursales ouvertes en 2006. Nous avons l'intention d'ouvrir 28 succursales supplémentaires d'ici la fin de l'exercice. De plus, nous avons continué à accroître notre capacité de vente en accueillant 50 nouveaux conseillers financiers au sein de notre réseau de succursales. Ces démarches s'inscrivent dans la foulée de l'embauche de près de 50 nouveaux conseillers financiers et de 125 banquiers personnels en 2006.

Opérations internationales

- Les Opérations internationales ont remporté plusieurs prix au cours du trimestre, lesquels soulignent notre leadership au sein de l'industrie. La division figure notamment parmi les trois groupes les plus performants à l'échelle mondiale selon le Boston Consulting Group.
- Scotiabank de Puerto Rico a conclu deux importants projets de financement d'hôtels à Porto Rico d'une valeur de 120 millions de dollars US et qui visent La Concha Condo Hotel Tower et le Sheraton Puerto Rico Convention Center Hotel. De plus, nous sommes demeurés le chef de file bancaire du gouvernement portoricain en finançant divers projets gouvernementaux totalisant plus de 150 millions de dollars US.
- Nous avons remporté plusieurs mandats dans les Antilles :
 - Notre groupe Services bancaires aux entreprises va monter les facilités de crédit prioritaires de rang supérieur garanties pour l'acquisition des activités antillaises de la société du Royaume-Uni Courts plc par Regal Forest Holdings.
 - Notre groupe Financement structuré international a remporté le mandat consistant à fournir au gouvernement de la Jamaïque un financement à long terme afin de

soutenir le développement de son infrastructure. Un budget total de 50 millions de dollars US a été alloué.

- En partenariat avec notre filiale des Antilles néerlandaises, nous avons conclu un financement de 50 millions de dollars US pour le développement en plusieurs phases d'un centre de villégiature à vocation multiple à Curaçao.

Scotia Capitaux

- Scotia Capitaux a participé à plusieurs des principales fusions et acquisitions du trimestre. Nous remplissons les fonctions de conseiller financier de Kinross Gold Corporation dans le cadre de son acquisition de Bema Gold Corporation, opération qui donnera naissance à un producteur aurifère évalué à 9 milliards de dollars. De plus, Scotia Waterous est conseiller financier de Royal Dutch Shell dans le cadre de son offre d'achat visant les actions ordinaires en circulation de Shell Canada Limitée pour une contrepartie de 8,7 milliards de dollars.
- Pour un troisième exercice d'affilée, Scotia Capitaux a été nommé meilleure banque canadienne pour les services de change par le magazine *Global Finance*.
- Scotia Capitaux a été cochef de file dans le cadre de l'émission d'obligations Maple à 30 ans totalisant 850 millions de dollars CA par la Banque européenne d'investissement. Il s'agissait de la plus importante opération visant des obligations à long terme au Canada depuis bon nombre d'années et celle-ci s'est traduite par un registre des ordres dépassant 1 milliard de dollars CA, surpassant grandement l'estimation de départ qui prévoyait des ordres de 300 millions de dollars à 500 millions de dollars. Nous avons également obtenu une tranche du swap de taux d'intérêt rattaché à l'opération.
- Scotia Capitaux a été coteneur de livres pour Enbridge Inc. dans le cadre d'une émission d'actions ordinaires totalisant 523 millions de dollars.

Faits saillants concernant le personnel

- Les réalisations de la Banque Scotia visant à favoriser davantage l'avancement des femmes ont été reconnues par l'obtention du prix *Catalyst 2007*. Catalyst est une importante organisation indépendante d'études de marché et de services-conseils sans but lucratif. Établie à New York, elle travaille de concert avec les entreprises pour créer des environnements de travail englobants et élargir les possibilités pour les femmes en milieu de travail. Le prix Catalyst est décerné annuellement aux entreprises canadiennes et américaines qui ont pris des mesures novatrices, efficaces et éprouvées pour favoriser le recrutement, le perfectionnement et l'avancement des femmes au travail.

Engagement dans la collectivité

- La Banque Scotia s'est associée à la Fondation des maladies du cœur de l'Ontario afin de fournir plus de 100 défibrillateurs à des collectivités de l'Ontario. La Banque a annoncé le 17 janvier qu'elle s'est engagée à verser 250 000 \$ à la Fondation au cours des trois prochaines années. La Fondation des maladies du cœur versera un montant équivalent qui servira non seulement à acheter de l'équipement de réanimation, mais aussi à mettre sur pied les programmes de formation nécessaires pour leur utilisation. Le don de la Banque est le tout premier don versé par une grande société au programme de réanimation de la Fondation. Depuis 1993, la Banque Scotia soutient la Fondation des maladies du cœur, à laquelle elle a versé jusqu'ici 1,1 million de dollars à l'échelle nationale.

Déclarations prospectives Le présent document renferme des déclarations prospectives qui sont formulées aux termes des règles d'exonération de responsabilité de la loi américaine de 1995 intitulée *Private Securities Litigation Reform Act* et de toute autre loi canadienne sur les valeurs mobilières. Ces déclarations comprennent des observations concernant les objectifs de la Banque, les stratégies qu'elle emploie pour atteindre ces objectifs, ses résultats financiers prévisionnels (y compris ceux relevant du domaine de la gestion du risque) et les perspectives à l'égard des activités de la Banque et de l'économie du Canada, des États-Unis et du monde entier. On reconnaît habituellement les déclarations prospectives à l'emploi de termes ou d'expressions comme «croire», «prévoir», «s'attendre à», «avoir l'intention de», «estimer», «projeter», «pourrait augmenter» et «pourrait fluctuer» et autres expressions similaires ainsi que par la conjugaison des verbes au futur et au conditionnel.

De par leur nature, les déclarations prospectives comportent de nombreuses hypothèses, des incertitudes et des risques inhérents, tant généraux que spécifiques, ainsi que le risque que les prédictions et autres déclarations prospectives se révèlent inexacts. La Banque conseille aux lecteurs de ne pas se fier indûment à ces déclarations, étant donné que les résultats réels risquent de différer sensiblement des estimations et intentions exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs importants, notamment : la conjoncture économique et financière au Canada et dans le monde; les variations des taux d'intérêt et des cours du change; les liquidités; l'incidence des changements apportés à la politique monétaire; les modifications apportées aux lois et à la réglementation au Canada et ailleurs; les risques d'exploitation et d'atteinte à la réputation; l'exactitude et l'exhaustivité de l'information que la Banque reçoit sur sa clientèle et ses contreparties; la mise au point et le lancement de nouveaux produits et services en temps opportun sur des marchés réceptifs; l'aptitude de la Banque à étendre ses canaux de distribution existants et à en mettre sur pied de nouveaux afin d'accroître ses revenus; l'aptitude de la Banque à mener à terme ses acquisitions et ses autres stratégies de croissance et à intégrer les établissements acquis; les modifications des conventions et des méthodes comptables dont la Banque se sert pour présenter sa situation financière et ses résultats d'exploitation, y compris les incertitudes entourant les hypothèses et les estimations comptables d'importance critique; l'incidence de l'application de modifications comptables futures; l'activité sur les marchés financiers mondiaux; l'aptitude de la Banque à recruter et à conserver des dirigeants clés; la confiance accordée aux tiers qui fournissent les composantes de l'infrastructure commerciale de la Banque; les changements imprévus des habitudes de dépense et d'épargne du consommateur; les changements technologiques; le regroupement du secteur canadien des services financiers; les changements apportés aux lois fiscales; la présence de nouveaux concurrents et des concurrents établis; les procédures judiciaires et réglementaires; les cas de force majeure comme les tremblements de terre et les ouragans; l'incidence éventuelle de conflits internationaux et autres événements, y compris les actes terroristes et la guerre contre le terrorisme; les incidences de maladies ou d'épidémies sur les économies locales, nationales ou internationale; les perturbations des infrastructures publiques, notamment les transports, les communications, l'électricité et l'eau; de même que l'aptitude de la Banque à prévoir et à gérer les risques que comportent ces facteurs. La Banque consacre une bonne partie de ses activités à consentir des prêts ou à affecter autrement ses ressources à certains secteurs, entreprises ou pays. Un événement imprévu qui touche ces emprunteurs, secteurs ou pays risque d'avoir une incidence défavorable importante sur les résultats financiers de la Banque, sur ses activités, sur sa situation financière ou sur ses liquidités. Ces facteurs, et d'autres encore, peuvent faire en sorte que le rendement réel de la Banque soit, dans une mesure importante, différent de celui envisagé par les déclarations prospectives. Pour plus de renseignements, se reporter à la section du rapport de gestion débutant à la page 53 du Rapport annuel 2006.

La Banque tient à souligner que la liste des facteurs importants énoncée ci-dessus n'est pas exhaustive. Lorsqu'ils se fient à des déclarations prospectives pour prendre des décisions à l'égard de la Banque et de ses valeurs mobilières, les investisseurs et les autres personnes devraient se pencher diligemment sur ces facteurs, ainsi que sur d'autres incertitudes et éventualités. La Banque ne s'engage pas à mettre à jour les déclarations prospectives verbales ou écrites qui peuvent être faites de temps à autre par elle ou en son nom.

La rubrique «Perspectives» contenue dans le présent rapport est fondée sur les opinions de la Banque; leur réalisation est incertaine. Le lecteur est prié de tenir compte des facteurs susmentionnés lors de la lecture de cette rubrique.

Le lecteur trouvera d'autres renseignements sur la Banque, y compris sa notice annuelle sur le site Web de SEDAR à l'adresse www.sedar.com, ainsi que dans la section EDGAR du site Web de la SEC, à l'adresse www.sec.gov.

Mesures non conformes aux PCGR

Pour évaluer son rendement, la Banque a recours à diverses mesures financières. Certaines d'entre elles ne sont pas calculées selon les principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») ni définies par ceux-ci. Ces mesures n'ont aucune signification normalisée qui assurerait qu'elles sont cohérentes et comparables à celles utilisées par d'autres sociétés. Ces mesures non conformes aux PCGR se retrouvent dans notre rapport de gestion aux pages 7 à 17. Leur définition est donnée ci-dessous :

Base de mise en équivalence fiscale

La Banque analyse le revenu d'intérêts net et le total des revenus sur une base de mise en équivalence fiscale (« BMEF »). Cette méthode majore le revenu exonéré d'impôts gagné sur certains titres et comptabilisés dans le revenu d'intérêts net jusqu'à un montant équivalent avant impôts. Une augmentation correspondante est inscrite à la charge d'impôts, ce qui signifie qu'il n'y a aucune incidence sur le bénéfice net. La direction est d'avis que cette méthode permet d'établir une comparaison uniforme du revenu d'intérêts net découlant de sources imposables et de celui provenant de sources non imposables et qu'elle favorise une méthode cohérente de mesure. Bien que d'autres banques utilisent également la BMEF, la méthode qu'elles utilisent pourrait ne pas être comparable à celle de la Banque Scotia. Pour la période à l'étude, le montant de la majoration du revenu d'intérêts net et de la charge d'impôts au titre de la BMEF s'élève à 105 millions de dollars, contre 96 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent et 131 millions de dollars au trimestre précédent.

Aux fins de la présentation de l'information sectorielle, le revenu d'intérêts net et la charge d'impôts des secteurs sont majorés d'un montant équivalent imposable. L'élimination de la majoration au titre de la BMEF est inscrite dans la catégorie « Autres ».

Ratio de productivité

La direction utilise le ratio de productivité comme mesure de l'efficacité de la Banque. Ce ratio indique, en pourcentage, les frais autres que d'intérêts et le total des revenus, sur une base de mise en équivalence fiscale.

Marge nette sur intérêts sur le total de l'actif moyen (BMEF)

Ce ratio indique, en pourcentage, le revenu d'intérêts net, sur une base de mise en équivalence fiscale, et la moyenne de l'actif total.

Rendement des capitaux propres

Le rendement des capitaux propres est une mesure de rentabilité qui présente le bénéfice net revenant aux actionnaires ordinaires exprimé en pourcentage du capital qui a été investi pour réaliser ce bénéfice. L'adoption des nouvelles normes comptables traitant des instruments financiers au premier trimestre de 2007 s'est traduite par certains gains et pertes non réalisés qui sont constatés dans une nouvelle composante des capitaux propres. Ces éléments n'ont aucune incidence sur le bénéfice déclaré pour la période. Par conséquent, la Banque calcule le rendement de ses capitaux propres à partir de l'avoir moyen des porteurs d'actions ordinaires, en excluant :

- les gains et les pertes non réalisés sur les titres disponibles à la vente, et
- les gains et les pertes non réalisés sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie.

Capital économique et rendement du capital économique

Aux fins de communication interne de l'information, la Banque répartit le capital entre ses secteurs d'activité selon une méthode qui tient compte des risques de crédit, de marché et d'exploitation propres à chacun d'eux. Le montant réparti est communément appelé capital économique.

Le rendement des capitaux propres par secteur d'activité est fondé sur le capital économique attribué à chaque secteur d'activité. L'écart entre le montant du capital économique nécessaire pour soutenir l'exploitation des secteurs d'activité de la Banque et le total de ses capitaux propres est constaté dans la catégorie « Autres ».

Coefficient de l'avoir corporel des porteurs d'actions ordinaires à l'actif pondéré en fonction du risque

Le coefficient de l'avoir corporel des porteurs d'actions ordinaires à l'actif pondéré en fonction du risque est une mesure financière importante pour les agences d'évaluation du crédit et les investisseurs. L'avoir corporel des porteurs d'actions ordinaires représente la somme du total des capitaux propres et de la part des actionnaires sans contrôle dans les filiales, déduction faite des actions privilégiées, des gains (pertes) non réalisés sur les titres disponibles à la vente et les couvertures de flux de trésorerie, de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels. L'avoir corporel des porteurs d'actions ordinaires est présenté en pourcentage de l'actif pondéré en fonction du risque.

Les coefficients de capital réglementaire, comme le coefficient du capital de catégorie 1 et le coefficient du capital total, ont une signification normalisée définie par le Bureau du surintendant des institutions financières du Canada.

6 mars 2007

Résultats financiers et situation financière du Groupe

Le bénéfice net de la Banque Scotia a atteint le sommet sans précédent de 1 020 millions de dollars au premier trimestre, en hausse de 168 millions de dollars, ou de 20 %, par rapport à celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent, grâce notamment aux solides résultats obtenus pour les Opérations internationales. Le trimestre à l'étude a été marqué par le maintien de niveaux peu élevés de pertes sur créances et par une hausse des gains sur les ventes de titres, lesquels ont toutefois été partiellement contrebalancés par un recul des revenus de négociation.

Le bénéfice net du trimestre a augmenté de 123 millions de dollars, soit 14 %, par rapport à celui du trimestre précédent, hausse essentiellement attribuable à la croissance soutenue des actifs, à des gains plus élevés réalisés sur les ventes de titres ainsi qu'à la progression générale des revenus provenant des frais d'opérations.

La conversion des devises n'a eu qu'une incidence minime sur les résultats du trimestre.

Au cours du trimestre, la Banque a mis en application les exigences de trois nouvelles normes comptables canadiennes, à savoir *Instruments financiers – comptabilisation et évaluation*, *Couvertures* et *Résultat étendu*. L'incidence de ces modifications sur le bénéfice net pour le trimestre à l'étude, attribuable principalement à la comptabilisation de l'inefficacité d'une couverture, s'est traduite par une augmentation nette de 8 millions de dollars après impôts. L'incidence la plus importante sur le bilan consolidé a été la comptabilisation à la juste valeur des titres de placement en cours, qui s'est traduite par une hausse de 1 161 millions de dollars du montant attribué aux titres au 31 janvier 2007, ainsi que par une augmentation correspondante des capitaux propres ajustée en fonction des impôts. Le total des ajustements après impôts, en fonction de la juste valeur, pour les titres disponibles à la vente et les couvertures de flux de trésorerie, qui sont maintenant comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat étendu des capitaux propres en raison des modifications comptables, s'est élevé à 753 millions de dollars. Un exposé plus complet de ces modifications et de leur incidence sur les états financiers consolidés de la Banque est fourni à la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires.

Total des revenus

Le total des revenus (sur une base de mise en équivalence fiscale) s'est chiffré à 3 214 millions de dollars au cours du trimestre, ce qui représente une hausse de 384 millions de dollars, ou de 14 %, par rapport à celui du premier trimestre de l'exercice précédent. Le revenu d'intérêts net a enregistré une forte croissance et les autres catégories de revenus ont également connu un accroissement général, surtout attribuable aux acquisitions réalisées récemment. Ces hausses ont été partiellement contrebalancées par une baisse des revenus de négociation par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, qui avaient atteint des niveaux élevés.

Le total des revenus a progressé de 215 millions de dollars, ou de 7 %, comparativement à celui du quatrième trimestre,

grâce à la hausse du revenu d'intérêts net et de la plupart des autres catégories de revenus, notamment celle des gains réalisés sur les ventes de titres.

Revenu d'intérêts net

Le revenu d'intérêts net du trimestre (sur une base de mise en équivalence fiscale) a atteint 1 881 millions de dollars, soit un accroissement de 276 millions de dollars ou de 17 % par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent. Le revenu d'intérêts net s'est également accru de 98 millions de dollars, ou de 6 %, par rapport au trimestre précédent.

La marge nette sur intérêts de la Banque s'est établie à 1,91 % au premier trimestre; en comparaison, elle était de 1,97% au premier trimestre de l'exercice précédent et de 1,89 % au trimestre précédent.

Le revenu d'intérêts net en dollars canadiens s'est chiffré à 1 041 millions de dollars au premier trimestre, en hausse de 82 millions de dollars, ou de 9 %, sur celui de la même période de l'exercice précédent. Ce résultat est attribuable à la croissance soutenue des prêts hypothécaires et des autres prêts aux particuliers, l'actif moyen lié aux services aux particuliers ayant progressé de 15 %, en raison en partie de l'acquisition de la Compagnie Maple Trust. Cet accroissement a été partiellement contrebalancé par une compression de la marge sur intérêts imputable à des frais de financement plus élevés. Cette hausse des frais de financement est imputable au financement de la croissance des actifs de particuliers par des dépôts de gros plus onéreux, aux taux d'intérêt plus élevés et à l'aplatissement de la courbe de rendement. Une augmentation des gains sur les instruments dérivés non admissibles utilisés pour la gestion de l'actif et du passif ainsi qu'un accroissement du revenu de dividendes exonéré d'impôts ont également contribué à cette hausse.

D'un trimestre à l'autre, le revenu d'intérêts net en dollars canadien s'est accru de 16 millions de dollars, ou de 2%, en raison surtout des volumes plus élevés de prêts hypothécaires à taux fixe. La marge sur intérêts en dollars canadiens est légèrement en baisse par rapport à celle du trimestre précédent.

Le revenu d'intérêts net en devises s'est établi à 840 millions de dollars au cours du trimestre, ce qui représente un bond de 30 %, ou de 194 millions de dollars, par rapport à celui du trimestre équivalent de l'exercice précédent. Cette croissance reflète l'incidence des acquisitions réalisées récemment par la Banque au Pérou et au Costa Rica, qui ont grandement contribué à l'augmentation; elle reflète également une forte croissance des actifs liés aux services aux particuliers au Mexique. En outre, plusieurs pays des Antilles et de l'Amérique centrale affichaient un accroissement du volume des prêts aux entreprises et des prêts aux particuliers, surtout en République dominicaine, en Jamaïque, aux Bahamas et à Trinité-et-Tobago. De plus, il y a eu également une hausse des recouvrements d'intérêts aux États-Unis par rapport à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Cette hausse d'un trimestre sur l'autre du revenu d'intérêts net en devises s'est chiffrée à 82 millions de dollars, soit 11 %. Elle s'explique en grande partie par la croissance du volume au Mexique, dans les Antilles et en Amérique centrale et par la hausse des recouvrements d'intérêts.

Autres revenus

Les autres revenus ont atteint 1 333 millions de dollars au cours du trimestre, en hausse de 9 %, ou de 108 millions de dollars, par rapport au chiffre de 1 225 millions de dollars atteint au premier trimestre de l'exercice précédent. Cette progression s'explique par les acquisitions réalisées récemment, les gains plus élevés sur les ventes de titres, l'accroissement des commissions de prise ferme et la hausse des commissions de courtage au détail en raison des activités accrues de la part des clients. De plus, il y a eu une hausse des frais d'opérations, surtout les frais applicables aux dépôts ainsi que les frais des services bancaires aux entreprises et aux particuliers. Ces hausses ont toutefois été contrebalancées par un recul des revenus de négociation au cours du trimestre, notamment les revenus tirés des opérations de change, des instruments dérivés ainsi que des titres de négociation.

D'un trimestre à l'autre, les autres revenus se sont accrus de 117 millions de dollars, ou de 10 %, surtout grâce aux gains plus élevés réalisés sur les ventes de titres, principalement les actions étant donné que l'activité des marchés est demeurée effervescente. Il y a également eu une progression sur le plan des commissions de courtage au détail, des revenus sur cartes, des services de banque d'investissement et des revenus de négociation.

Dotations à la provision pour pertes sur créances

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est chiffrée à 63 millions de dollars au cours du trimestre, en baisse de 12 millions de dollars par rapport à celle du trimestre correspondant de l'exercice précédent, mais en hausse de 31 millions de dollars par rapport au trimestre précédent. Le quatrième trimestre avait subi l'incidence de la réduction de la provision générale de 60 millions de dollars. Les dotations aux provisions spécifiques au premier trimestre ont été de 29 millions de dollars de moins qu'au trimestre précédent. Un exposé plus complet sur le risque de crédit est fourni plus loin.

Frais autres que d'intérêts et productivité

Les frais autres que d'intérêts ont atteint 1 724 millions de dollars au cours du trimestre, ce qui représente 162 millions de dollars ou 10 % de plus qu'au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette hausse des frais est attribuable en grande partie à la comptabilisation des acquisitions menées à bien en 2006. Le reste de la hausse s'explique surtout par les salaires et autres avantages sociaux ainsi que par une montée des frais associés aux locaux, au traitement des données, à la publicité et aux activités promotionnelles visant à soutenir les mesures constantes de croissance des activités.

Quand on les compare à ceux du quatrième trimestre, les frais autres que d'intérêts ne se sont accrus que de 16 millions

de dollars, ce qui équivaut à 1 %. Cette augmentation est principalement imputable à la hausse des salaires et à celle de la rémunération liée au rendement, attribuables aux solides résultats obtenus au cours du trimestre

Le ratio de productivité, mesure de l'efficacité de la Banque, s'est établi à 53,6 %, ce qui constitue une amélioration par rapport au ratio de 55,2 % au trimestre correspondant de l'exercice précédent et à celui de 56,9 % au trimestre précédent. Le levier d'exploitation – soit le taux de croissance du total des revenus sur une base de mise en équivalence fiscale moins le taux de croissance des charges – enregistré par la Banque au cours du trimestre à l'étude s'est établi à 3,2 % d'un exercice sur l'autre et à 6,2 % d'un trimestre sur l'autre. Ces ratios positifs rendent compte de la forte croissance des revenus enregistrés au cours du trimestre, notamment les gains élevés réalisés sur les ventes de titres.

Impôts et taxes

Le taux d'imposition effectif de 21,0 % pour le trimestre est un peu plus élevé que le taux de 20,5 % au premier trimestre de l'exercice précédent et que celui de 18,0 % au quatrième trimestre. La hausse par rapport au trimestre précédent est principalement imputable à une baisse des revenus tirés de titres exonérés d'impôt.

Gestion du risque

Les pratiques et politiques de la Banque en matière de gestion du risque n'ont pas changé par rapport à ce qui est énoncé aux pages 53 à 63 du Rapport annuel 2006.

Risque de crédit

Les conditions de crédit sont demeurées favorables dans la plupart des marchés de crédit de la Banque. La dotation à la provision pour pertes sur créances a totalisé 63 millions de dollars pour le trimestre à l'étude, ce qui représente une amélioration par rapport au montant de 75 millions de dollars affiché à la période correspondante de l'exercice précédent. L'ensemble des dotations aux provisions a été plus élevé qu'au trimestre antérieur, en raison exclusivement d'une réduction de 60 millions de dollars de la provision générale pour pertes sur créances au quatrième trimestre de 2006. Les dotations aux provisions spécifiques ont été en baisse de 29 millions de dollars en raison de reprises nettes dans le portefeuille de Scotia Capitaux.

Scotia Capitaux a enregistré une reprise nette de 30 millions de dollars au premier trimestre, contre une reprise nette de 16 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent et une dotation à la provision pour pertes sur créances de 26 millions de dollars au trimestre précédent. La reprise nette au trimestre à l'étude est consécutive à la résolution d'un important compte douteux du portefeuille américain. Il n'y a eu aucune nouvelle dotation aux provisions au cours du trimestre

Les pertes sur créances de 74 millions de dollars dans les portefeuilles du Réseau canadien ont été supérieures à celles de 64 millions de dollars du trimestre correspondant de l'exercice précédent, et à celles de 58 millions de dollars du

trimestre précédent, principalement dans les portefeuilles de détail. Les dotations aux provisions pour les portefeuilles de prêts aux entreprises ont augmenté légèrement, mais elles sont demeurées à des niveaux très bas.

La dotation à la provision pour pertes sur créances afférentes aux activités internationales s'est établie à 19 millions de dollars au premier trimestre, ce qui est inférieur à celle de 27 millions de dollars affichée au trimestre correspondant de l'exercice précédent, alors qu'une importante provision avait été constituée à l'égard d'un compte douteux du portefeuille de prêts aux entreprises en Asie. La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est accrue de 11 millions de dollars par rapport au trimestre précédent, car ce trimestre avait affiché un recul des provisions constituées pour les prêts dans les Antilles. La hausse des pertes sur les prêts aux particuliers au Mexique, qui concorde avec la forte croissance du nombre de prêts aux particuliers, a été neutralisée en partie ce trimestre par d'autres provisions n'étant plus requises.

Le montant net des prêts douteux, déduction faite de la provision spécifique pour pertes sur créances, a totalisé 579 millions de dollars au 31 janvier 2007, soit une légère progression de 9 millions de dollars par rapport au trimestre précédent. La provision générale pour pertes sur créances s'est établie à 1 323 millions de dollars, soit une hausse de 16 millions de dollars découlant de l'acquisition réalisée récemment au Costa Rica.

Risque de marché

La valeur à risque (« VAR ») est une mesure clé du risque de marché lié aux activités de négociation de la Banque. Au premier trimestre, la VAR quotidienne moyenne s'est établie à 9,2 millions de dollars, comparativement à 8,1 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette variation découle d'une exposition accrue au risque de taux d'intérêt, contrebalancée par une exposition réduite au risque sur actions. La VAR quotidienne moyenne a baissé par rapport à celle du précédent trimestre en raison d'une exposition réduite au risque sur actions.

Facteur de risque (en millions de dollars)	Moyenne pour les trimestres terminés les		
	31 janvier 2007	31 octobre 2006	31 janvier 2006
Taux d'intérêt	7,2 \$	7,4 \$	5,5 \$
Actions	3,6	5,9	5,6
Change	1,9	0,8	1,8
Marchandises	0,7	0,5	0,7
Effet de la diversification	(4,2)	(4,5)	(5,5)
VAR à l'échelle de la Banque	9,2 \$	10,1 \$	8,1 \$

Des pertes de négociation ont été subies pendant un jour au premier trimestre, contre trois jours au trimestre précédent. Ces pertes sont situées dans les limites prévues par la méthode de la VAR.

Risque d'illiquidité

La Banque maintient un avoir considérable en actifs liquides pour soutenir ses activités. En règle générale, elle peut vendre ou nantir ces actifs en vue d'honorer ses engagements. Au 31 janvier 2007, les actifs liquides s'élevaient à 104 milliards de dollars, ou 26 % du total de l'actif, comparativement à 98 milliards de dollars, ou 26 % du total de l'actif au 31 octobre 2006. Ces actifs se composent de titres à hauteur de 74 %, ainsi que d'espèces et de dépôts auprès d'autres banques à hauteur de 26 % (76 % et 24 %, respectivement, au 31 octobre 2006).

Dans le cours de ses activités quotidiennes, la Banque nantit des titres et d'autres actifs afin de garantir des obligations, de participer à des systèmes de compensation ou de règlement ou encore d'exercer des activités à l'étranger. Elle peut également vendre des titres pris en pension. Au 31 janvier 2007, le total des actifs donnés en nantissement ou mis en pension s'établissait à 68 milliards de dollars, contre 66 milliards de dollars au 31 octobre 2006. L'augmentation sur un trimestre est attribuable à des niveaux plus élevés de garanties pour des emprunts de titres, contrebalancés en partie par des niveaux moins élevés d'obligations relatives aux titres mis en pension.

Opérations entre apparentés

Les politiques et procédures de la Banque ayant trait aux opérations entre apparentés, décrites aux pages 67 et 114 du Rapport annuel 2006, sont demeurées les mêmes au cours du trimestre. Toutes les opérations avec des apparentés ont continué d'être effectuées aux conditions du marché.

Bilan

Le total de l'actif de la Banque s'élevait à 396 milliards de dollars au 31 janvier 2007, soit une hausse de 17 milliards de dollars, ou de 5 %, par rapport au 31 octobre 2006. Cette hausse se compose d'une croissance sous-jacente de 10 milliards de dollars ainsi que d'une incidence positive de la conversion des devises de 7 milliards de dollars. Toutes les catégories de prêts ainsi que tous les titres ont connu des hausses.

L'ensemble des titres s'est inscrit en hausse de 5 milliards de dollars depuis la fin de l'exercice précédent. Les titres disponibles à la vente ont progressé de 3 milliards de dollars; de ce montant, une tranche de 1 milliard de dollars est attribuable aux modifications des normes comptables portant sur les instruments financiers. En raison de l'application de ces normes, depuis le 1^{er} novembre 2006, les titres de placement en cours sont reclassés en tant que titres disponibles à la vente et comptabilisés à la juste valeur au bilan consolidé. Cette modification s'est traduite par l'accroissement de 1 milliard de dollars de ces titres afin de comptabiliser les gains et les pertes non réalisés et la comptabilisation d'un montant correspondant dans le cumul des autres éléments du résultat étendu de la rubrique capitaux propres, déduction faite des impôts. Au 31 janvier 2007, les gains non réalisés sur les titres disponibles à la vente se sont chiffrés à 1 161 millions de dollars, contre 1 091 millions de dollars au 31 octobre 2006, compte non tenu des gains réalisés de 127 millions de dollars au cours du trimestre. Exclusion faite de l'ajustement selon la juste valeur,

les titres disponibles à la vente sous-jacents se sont accrus de 2 milliards de dollars, en raison de hausses dans le portefeuille obligataire et de l'incidence de la conversion des devises.

Les titres de négociation ont progressé de 2 milliards de dollars par rapport à celles inscrites au trimestre précédent, principalement dans le but d'appuyer les opérations des clients et les activités de négociation, ainsi qu'en raison de l'incidence de la conversion des devises.

Le portefeuille de prêts de la Banque s'est accru de 9 milliards de dollars, ou de 5 %, depuis le 31 octobre 2006. Les prêts hypothécaires à l'habitation accordés au Canada ont contribué à 3 milliards de dollars de cette croissance, exclusion faite des titrisations de 1 milliard de dollars, en raison d'une forte demande de la part de la clientèle. À l'échelle internationale, les prêts hypothécaires ont augmenté de 1 milliard de dollars, et toutes les régions ont connu une croissance vigoureuse. Les prêts aux entreprises et aux administrations publiques ont progressé de 6 milliards de dollars au cours du trimestre, hausse en partie attribuable à la conversion des devises. Au sein du secteur des Opérations internationales, ces mêmes prêts se sont accrus de 3 milliards de dollars dans l'ensemble des régions, les Antilles et l'Amérique centrale affichant une croissance de 1 milliard de dollars.

Le total du passif de la Banque s'est établi à 377 milliards de dollars au 31 janvier 2007, alors qu'il s'établissait à 361 milliards de dollars au 31 octobre 2006. Près de la moitié de cette hausse de 16 milliards de dollars provient de la conversion des devises.

Les dépôts de particuliers ont augmenté de 3 milliards de dollars, ce qui comprend une hausse de 1 milliard de dollars des CPG canadiens. De plus, les dépôts de particuliers à l'échelle internationale ont enregistré une hausse de 1 milliard de dollars. Les dépôts des entreprises et des administrations publiques ont connu une hausse de 8 milliards de dollars, en vue surtout de financer la forte croissance des actifs de la Banque au cours du trimestre.

Les obligations relatives aux mises en pension ont fléchi de 4 milliards de dollars au cours du trimestre, en raison d'une modification dans la composition du financement.

Le total des capitaux propres s'est accru de 2 milliards de dollars au cours du trimestre. Cette hausse est surtout attribuable à la robustesse du bénéfice trimestriel, à des gains de change non réalisés découlant du fléchissement du dollar canadien et à la modification des méthodes comptables relatives aux instruments financiers, qui s'est traduite par des ajustements selon la juste valeur et après impôts de 753 millions de dollars à l'égard des titres disponibles à la vente et des couvertures de flux de trésorerie comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat étendu de la rubrique capitaux propres au 31 janvier 2007.

Gestion du capital

Les coefficients de capital de la Banque demeurent solides et lui permettent de saisir les occasions de croissance qui se présentent.

Le coefficient du capital de catégorie 1 s'est établi à 10,4 % au cours du trimestre, ce qui représente une légère hausse par

rapport au trimestre précédent alors qu'il s'établissait à 10,2 %. Cette hausse est attribuable en partie au niveau élevé des capitaux autogénérés et à l'émission d'actions privilégiées à dividende non cumulatif d'une valeur de 345 millions de dollars au cours du premier trimestre.

Le coefficient de l'avoir corporel des porteurs d'actions ordinaires est demeuré robuste, s'établissant à 8,4 % au 31 janvier 2007. Ce coefficient a progressé depuis le 31 octobre 2006, alors qu'il se situait à 8,3 %.

Instruments financiers

Compte tenu de la nature des principales activités commerciales de la Banque, les instruments financiers constituent un élément important du bilan et font partie intégrante des activités de la Banque. Différentes mesures reflètent le niveau de risque associé au portefeuille d'instruments financiers de la Banque. Certaines de ces mesures sont exposées plus en détail à la page 8 dans la section intitulée « Gestion du risque ».

Depuis le 1^{er} novembre, 2006, la Banque a adopté trois nouvelles normes comptables publiées par l'Institut Canadien des Comptables Agréés (« ICCA »), qui sont décrites plus en détail à la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires, à la page 22.

Les méthodes servant à établir la juste valeur des instruments financiers, présentées à la page 65 du Rapport annuel 2006, s'appliquent également aux instruments financiers qui n'étaient auparavant pas inscrits à la juste valeur. La direction doit faire appel à des jugements à l'égard des données d'évaluation lorsque des données du marché observables ne sont pas disponibles. La direction pose également un jugement lors du choix des modèles d'évaluation. L'incertitude relative à ces estimations et à ces jugements pourrait modifier la juste valeur et les résultats financiers comptabilisés.

Au cours du trimestre, les variations de la juste valeur des instruments financiers ont généralement découlé de conditions normales de l'économie, de l'industrie et du marché.

Au 31 janvier 2007, le total des montants notionnels des instruments dérivés s'établissait à 1 083 milliards de dollars, comparativement à 1 045 milliards de dollars au 31 octobre 2006. Cette hausse est surtout attribuable aux contrats sur devises et sur métaux précieux ainsi qu'aux dérivés de crédit. Le pourcentage d'instruments dérivés détenus aux fins de négociation et d'instruments dérivés détenus à d'autres fins que la négociation ou aux fins de la gestion de l'actif et du passif est demeuré généralement inchangé. Le montant du risque de crédit équivalent, compte tenu de l'incidence des accords généraux de compensation, s'élevait à 16 milliards de dollars, contre 14 milliards de dollars à la fin de l'exercice précédent.

Arrangements hors bilan

Dans le cours normal de ses activités, la Banque conclut des arrangements contractuels qu'elle n'est pas tenue d'inscrire au bilan consolidé. Ces arrangements appartiennent surtout à trois catégories : les entités à détenteurs de droits variables (« EDDV »), les opérations de titrisation ainsi que les garanties et engagements de prêts. Au cours du trimestre, la Banque n'a

conclu aucune obligation contractuelle importante autrement que dans le cours normal de ses activités. Aucune modification n'a été apportée aux processus d'examen et d'approbation de ces arrangements contractuels depuis l'exercice précédent.

Au cours du trimestre, la Banque n'a conclu avec des EDDV aucun nouvel arrangement important qui n'est pas consolidé dans son bilan.

La Banque peut titriser des prêts hypothécaires à l'habitation afin de diversifier ses sources de financement, car il s'agit là d'un moyen rentable de financer la croissance de ce portefeuille. Au cours du trimestre, la Banque a titrisé une tranche additionnelle de 861 millions de dollars de prêts hypothécaires à l'habitation, ce qui a porté l'encours des prêts hypothécaires titrisés par la Banque à 11 785 millions de dollars au 31 janvier 2007, contre 11 913 millions de dollars au 31 octobre 2006.

Le montant des garanties et des autres engagements indirects a augmenté de 6 % par rapport au 31 octobre 2006. Aux termes des nouvelles normes comptables de l'ICCA portant sur les instruments financiers, un passif est maintenant inscrit pour tenir compte de la juste valeur de l'obligation prise en charge à la mise en place de certaines garanties. La Banque a constaté un accroissement de 78 millions de dollars des autres passifs et un accroissement correspondant des autres passifs au moment de l'application des dispositions des nouvelles normes comptables ayant trait aux garanties. Les commissions tirées des garanties et engagements de prêts, inscrites dans les autres revenus, se sont établies à 54 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 janvier 2007, comparativement à 56 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Dividende par action ordinaire

À l'occasion de sa réunion tenue le 5 mars 2007, le conseil d'administration a approuvé un dividende trimestriel de 42 cents par action ordinaire. Le dividende trimestriel est payable le 26 avril 2007 aux actionnaires inscrits le 3 avril 2007.

Perspectives

C'est avec dynamisme que l'économie mondiale a entamé l'année 2007, le commerce international ayant de plus affiché des gains solides. Les producteurs à faibles coûts en Chine, en Inde, au Mexique et dans les autres pays d'Amérique latine continuent d'afficher une croissance particulièrement robuste. Le niveau d'activité en Europe et au Japon s'est amélioré. L'économie américaine, qui a le vent en poupe, est soutenue par une hausse des dépenses à la consommation. Au Canada, la croissance affiche moins de vigueur, ce qui s'explique par des ajustements concurrentiels dans les industries manufacturières, bien que l'activité soit demeurée très dynamique dans les régions riches en ressources.

Même si les conditions économiques continuent de constituer un contexte d'exploitation favorable, les niveaux peu élevés de dotations aux provisions pour pertes sur créances et les niveaux élevés des gains réalisés sur la vente de titres ne devraient pas se maintenir pour le reste de l'exercice. Néanmoins, grâce à nos résultats records du premier trimestre attribuables à une forte croissance générale du revenu dans tous nos secteurs d'activité, la Banque est en bonne position pour atteindre ses objectifs de l'exercice 2007.

Données par secteur d'activité

Réseau canadien

	Pour les trimestres terminés les		
<i>(non vérifié) (en millions de dollars) (base de mise en équivalence fiscale)¹⁾</i>	31 janvier 2007	31 octobre 2006	31 janvier 2006
Revenu du secteur d'activité			
Revenu d'intérêts net	953 \$	957 \$	909 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	74	58	64
Autres revenus	518	498	472
Frais autres que d'intérêts	870	912	833
Charge d'impôts	164	147	153
Bénéfice net	363 \$	338 \$	331 \$
Dividendes versés sur les actions privilégiées	2	3	2
Bénéfice net revenant aux actionnaires ordinaires	361 \$	335 \$	329 \$
Autres données			
Rendement des capitaux propres ¹⁾	31,1 %	27,3 %	30,5 %
Actif moyen <i>(en milliards de dollars)</i>	146 \$	145 \$	130 \$

1) Se reporter à l'analyse des mesures non conformes aux PCGR à la page 6.

Le Réseau canadien, qui englobe Gestion de patrimoine, a affiché un solide bénéfice net revenant aux actionnaires ordinaires de 361 millions de dollars au cours du trimestre à l'étude, soit une hausse de 32 millions de dollars, ou de 10 %, par rapport à l'exercice précédent et de 26 millions de dollars, ou de 8 %, par rapport au trimestre précédent. L'apport du Réseau canadien aux résultats globaux de la Banque au cours du trimestre s'établit à 36 %. Le taux de rendement des capitaux propres s'est chiffré à 31,1 %, ce qui est une progression par rapport au taux de 30,5 % enregistré pour la même période de l'exercice précédent et à celui de 27,3 % pour le trimestre précédent.

L'actif moyen a progressé de 13 % par rapport au même trimestre de l'exercice précédent, grâce à la croissance considérable de 13 milliards de dollars, ou de 17 %, des prêts hypothécaires à l'habitation, compte non tenu des opérations de titrisation. De ce montant, une tranche de 6 milliards de dollars est attribuable à Maple Trust. De plus, les lignes de crédit renouvelables aux particuliers se sont accrues de 1 milliard de dollars, ou de 11 %. Les dépôts des particuliers ont augmenté de 5 milliards de dollars, ou de 7 %, en raison principalement des dépôts à terme. En outre, les dépôts des entreprises ont enregistré une hausse de 15 %, essentiellement dans les comptes courants. D'un trimestre à l'autre, l'actif moyen a progressé de 1 % et les dépôts, de 2 %.

Le total des revenus a crû de 90 millions de dollars, ou de 7 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, sous l'effet de la croissance du volume et de l'augmentation des commissions. Le total des revenus s'est accru de 16 millions de dollars, ou de 1 %, par rapport au trimestre précédent.

Le revenu d'intérêts net s'est accru de 44 millions de dollars, ou de 5 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour s'établir à 953 millions de dollars. On note une forte croissance soutenue des actifs dans la plupart des produits, notamment les prêts hypothécaires à l'habitation et le crédit renouvelable. Les dépôts ont également enregistré une forte croissance, qui découle des augmentations des dépôts à terme et des comptes courants, ce qui a fait baisser le coût global du financement. Indépendamment de ces contributions, la marge sur intérêts s'est repliée en raison du coût plus élevé des dépôts de gros servant à financer l'importante croissance des actifs nets ainsi que de la proportion plus élevée du portefeuille des prêts aux particuliers composée de produits à marge moins élevée en réaction à la demande de la clientèle. D'un trimestre à l'autre, le revenu d'intérêts net a légèrement baissé.

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établie à 74 millions de dollars, soit une hausse de 10 millions de dollars par rapport à celle de la même période l'an dernier, principalement dans le portefeuille des prêts aux particuliers, qui a connu une croissance importante. D'un exercice sur l'autre, les dotations aux provisions pour les portefeuilles de prêts aux entreprises ont augmenté légèrement, mais sont demeurées à des niveaux très bas. Les dotations aux provisions pour pertes sur créances se sont accrues de 16 millions de dollars par rapport au trimestre précédent alors qu'elles étaient peu élevées.

Au premier trimestre, les autres revenus ont totalisé 518 millions de dollars, en hausse de 46 millions de dollars, ou de 10 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Gestion du patrimoine ainsi que les services et produits offerts aux particuliers et aux petites entreprises sont trois unités économiques qui ont affiché de bons résultats. Les revenus tirés des services de courtage aux particuliers ont connu une croissance importante grâce à un plus grand nombre de nouvelles émissions et à la hausse des activités de négociation de la clientèle. Il y a également eu une augmentation des revenus provenant des fonds communs de placement en raison de la hausse des soldes moyens découlant d'un chiffre d'affaires net élevé et d'une appréciation du marché. De plus, nous avons observé une augmentation des revenus provenant des frais de service sur les opérations en raison de variations sur le plan du volume et de modifications de prix, ainsi qu'une croissance d'autres revenus tirés des services tarifés aux particuliers. Les autres revenus ont progressé de façon générale de 4 % par rapport au trimestre précédent.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 37 millions de dollars, ou de 4 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette hausse est attribuable en grande partie à l'incidence des acquisitions et des initiatives de croissance. De plus, les coûts de la rémunération liée au rendement ont été plus élevés, puisqu'ils vont de pair avec la croissance des revenus. Ces hausses ont été contrebalancées en partie par un recul des charges au titre des prestations de retraite et des charges sociales qui est en partie attribuable à l'augmentation du rendement des actifs accrus des régimes de retraite. Les frais autres que d'intérêts ont fléchi de 42 millions de dollars, ou de 5 %, par rapport au trimestre précédent, en raison surtout des baisses saisonnières des dépenses au premier trimestre. Ce fléchissement a été partiellement annulé par la hausse des dépenses de publicité et des primes de rendement plus élevées, qui va de pair avec la croissance des revenus.

Opérations internationales

	Pour les trimestres terminés les		
<i>(non vérifié) (en millions de dollars) (base de mise en équivalence fiscale)¹⁾</i>	31 janvier 2007	31 octobre 2006	31 janvier 2006
Revenu du secteur d'activité			
Revenu d'intérêts net	670 \$	628 \$	529 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	19	8	27
Autres revenus	297	267	215
Frais autres que d'intérêts	562	555	452
Charge d'impôts	43	34	10
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	25	28	20
Bénéfice net	318 \$	270 \$	235 \$
Dividendes versés sur les actions privilégiées	2	2	2
Bénéfice net revenant aux actionnaires ordinaires	316 \$	268 \$	233 \$
Autres données			
Rendement des capitaux propres ¹⁾	22,2 %	21,1 %	22,9 %
Actif moyen <i>(en milliards de dollars)</i>	65 \$	59 \$	52 \$

1) Se reporter à l'analyse des mesures non conformes aux PCGR à la page 6.

Au premier trimestre de 2007, le bénéfice net revenant aux actionnaires ordinaires du secteur Opérations internationales a atteint un montant record de 316 millions de dollars, ce qui représente un bond considérable de 83 millions de dollars, ou de 36 %, par rapport à l'exercice précédent, et de 48 millions de dollars, ou de 18 %, par rapport au trimestre précédent. Cette progression est attribuable à une croissance interne dans l'ensemble de l'entreprise, ainsi qu'à la contribution sur un an des acquisitions au Pérou, au Costa Rica, en République dominicaine et en Jamaïque. Le secteur Opérations internationales représente 31 % du total du bénéfice net de la Banque et affiche un rendement des capitaux propres de 22,2 %.

L'actif moyen de 65 milliards de dollars a progressé de 13 milliards de dollars, ou de 26 %, par rapport à l'exercice précédent. Exclusion faite de l'augmentation de l'actif provenant des acquisitions qui s'est établie à 6 milliards de dollars, les volumes se sont accrus de 7 milliards de dollars, ou de 14 %, le Mexique représentant un apport important à cet accroissement, plus particulièrement en ce qui a trait aux actifs de particuliers. Cet accroissement est attribuable à une croissance interne des prêts de 20 %, sous l'effet de la hausse de 35 % des cartes de crédit, de celle de 22 % des prêts hypothécaires ainsi que de celle de 10 % des prêts aux entreprises grâce à une forte croissance en Asie, dans les Antilles et en Amérique centrale. Par rapport au trimestre précédent, l'actif moyen a augmenté de 6 milliards de dollars, ou de 10 %; une tranche de 1 milliard de dollars de cette hausse est attribuable à l'acquisition réalisée au Costa Rica et une tranche de 3 milliards de dollars est à mettre sur le compte de la croissance interne des prêts, sous l'impulsion d'une hausse de 10 % des prêts aux entreprises, principalement en Asie et dans les Antilles, d'une augmentation de 10 % des prêts sur cartes et d'un accroissement de 9 % des prêts hypothécaires.

Le total des revenus s'est chiffré à 967 millions de dollars au cours du trimestre, en hausse de 223 millions de dollars, ou de 30 %, par rapport à l'exercice précédent, et de 72 millions de dollars, ou de 8 %, par rapport au trimestre précédent. Cette croissance sur un an est attribuable à nos acquisitions au Pérou, aux Antilles et en Amérique centrale, ainsi qu'à une forte croissance interne des actifs au Mexique, aux Antilles et en Asie.

Le revenu d'intérêts net s'est élevé à 670 millions de dollars au cours du trimestre, en hausse de 141 millions de dollars, ou de 27 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison d'une croissance importante du nombre de prêts dans l'ensemble du secteur d'exploitation, ainsi que de l'incidence de nos acquisitions. Par rapport au trimestre précédent, le revenu d'intérêts net s'est accru de

42 millions de dollars, ou de 7 %. Cette hausse résulte principalement d'une forte augmentation du nombre de prêts au Mexique, en Asie et aux Antilles. Les marges sur intérêts se sont accrues légèrement par rapport au précédent exercice, mais ont rétréci modestement comparativement au trimestre précédent.

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est chiffrée à 19 millions de dollars au premier trimestre, en baisse de 29 % par rapport à celle de la période comparable de l'exercice précédent, qui comprenait une importante provision à l'égard d'un compte douteux d'une entreprise en Asie. D'un trimestre à l'autre, les dotations aux provisions ont augmenté de 11 millions de dollars étant donné que le dernier trimestre affichait une baisse des dotations aux provisions dans les Antilles.

Les autres revenus se sont accrus de 82 millions de dollars, ou 38 %, par rapport à l'exercice précédent, pour atteindre 297 millions de dollars, grâce aux acquisitions ainsi qu'à la forte croissance au Mexique, dans les Antilles et en Amérique centrale. Si on les compare à ceux du trimestre précédent, les autres revenus ont progressé de 30 millions de dollars, ou de 11 %, en raison de notre acquisition au Costa Rica, ainsi que de la croissance au Mexique et au Pérou. Le gain sur la vente d'un bien saisi en Asie au cours du quatrième trimestre de l'exercice précédent est venu atténuer ces hausses.

Les frais autres que d'intérêts se sont établis à 562 millions de dollars au cours du trimestre à l'étude, en hausse de 24 % ou de 110 millions de dollars par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent et de 7 millions de dollars, ou de 1 %, par rapport au trimestre précédent. L'augmentation s'explique essentiellement par l'incidence des acquisitions au Pérou, dans les Antilles et en Amérique centrale. Exclusion faite des acquisitions, les frais ont augmenté de 5 % sur douze mois, mais ont diminué de 2 % par rapport au trimestre précédent. Cette augmentation sur un an tient compte de l'ouverture de 53 nouvelles succursales au Mexique et d'autres mesures de croissance des activités. Ces facteurs ont été partiellement atténués par la baisse des frais de litige. Cette baisse par rapport aux frais du trimestre précédent s'explique principalement par une diminution de la rémunération liée au rendement au Mexique, ce qui reflète le calcul définitif des primes de fin d'année.

Le taux d'imposition effectif s'est établi à 11 % pour le trimestre, alors qu'il était de 4 % au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Il est également légèrement supérieur au taux de 10 % du trimestre précédent. Cette hausse par rapport à l'année dernière s'explique principalement par la croissance des bénéfices dans les compétences fiscales où le taux d'imposition est supérieur.

Scotia Capitaux

	Pour les trimestres terminés les		
<i>(non vérifié) (en millions de dollars) (base de mise en équivalence fiscale)¹⁾</i>	31 janvier 2007	31 octobre 2006	31 janvier 2006
Revenu du secteur d'activité			
Revenu d'intérêts net	269 \$	251 \$	209 \$
Dotations à la provision pour pertes sur créances	(30)	26	(16)
Autres revenus	361	324	411
Frais autres que d'intérêts	259	216	254
Charge d'impôts	105	97	122
Bénéfice net	296 \$	236 \$	260 \$
Dividendes versés sur les actions privilégiées	2	1	2
Bénéfice net revenant aux actionnaires ordinaires	294 \$	235 \$	258 \$
Autres données			
Rendement des capitaux propres ¹⁾	30,7 %	26,2 %	32,3 %
Actif moyen <i>(en milliards de dollars)</i>	150 \$	140 \$	115 \$

1) Se reporter à l'analyse des mesures non conformes aux PCGR à la page 6.

Scotia Capitaux a déclaré un bénéfice net record revenant aux actionnaires ordinaires de 294 millions de dollars, ce qui représente une augmentation de 36 millions de dollars, ou de 14 %, par rapport au même trimestre de l'exercice précédent et une forte hausse de 59 millions de dollars, ou de 25 %, par rapport au trimestre précédent. L'apport de Scotia Capitaux aux résultats globaux de la Banque au cours du trimestre s'établit ainsi à 29 %. Le rendement des capitaux propres, qui se chiffre à 30,7 %, a été légèrement inférieur aux bons résultats obtenus au premier trimestre de l'exercice précédent et supérieur au rendement du trimestre précédent, qui se chiffrait à 26,2 %.

L'actif total moyen a augmenté de 31 % par rapport à la période comparable de l'exercice précédent, pour s'établir à 150 milliards de dollars. Les titres détenus aux fins des activités de négociation ont augmenté de 14 milliards de dollars afin de soutenir les activités des clients et les occasions de négociation. Cette hausse reflète également l'incidence de l'augmentation du nombre d'investissement dans des titres adossés à des créances dans le secteur du financement automobile aux particuliers aux États-Unis, à hauteur de 5 milliards de dollars. Les prêts et les acceptations aux entreprises se sont accrus de 8 milliards de dollars, ou de 33 %, en raison d'une forte croissance au Canada et aux États-Unis, ainsi que de hausses solides en Europe. L'actif total moyen a augmenté de 10 milliards de dollars, ou de 7 %, comparativement au trimestre précédent, ce qui rend compte de la croissance de 6 milliards de dollars des titres dans nos activités de négociation et d'une croissance générale du volume des prêts dans toutes nos activités de crédit.

Le total des revenus, qui s'est chiffré à 630 millions de dollars, a été légèrement supérieur à celui de la même période de l'exercice précédent. Les revenus des Services bancaires aux sociétés et services bancaires d'investissement mondiaux se sont accrus en raison de l'augmentation du volume des prêts et de la hausse des recouvrements d'intérêts sur des prêts douteux. Les revenus du secteur Marchés des capitaux mondiaux ont diminué, en raison surtout des résultats sans précédent obtenus l'an dernier pour les activités de négociation d'instruments dérivés et d'actions. Les opérations de change ont continué de dégager des résultats solides, quoique légèrement inférieurs à ceux de l'exercice précédent, et les opérations sur métaux précieux ont dégagé des revenus records. Les revenus ont affiché une augmentation importante de 55 millions de dollars, ou de 10 %, par rapport au trimestre précédent, en raison de l'augmentation du volume des prêts, de l'incidence des recouvrements d'intérêts sur des prêts douteux et de la hausse du revenu tiré des activités de négociation d'actions.

Le revenu d'intérêts net s'est établi à 269 millions de dollars, en hausse de 60 millions de dollars par rapport à la période comparable de l'exercice précédent, en raison des volumes de prêts accrus, de la hausse des recouvrements d'intérêts des prêts douteux et de l'accroissement des intérêts provenant des activités de négociation, hausse quelque peu neutralisée par une contraction des marges sur intérêts. La progression de 18 millions de dollars du revenu d'intérêts net par rapport à celui du trimestre précédent s'explique par l'accroissement des volumes de prêts et des

recouvrements d'intérêts sur des prêts douteux, quelque peu neutralisé par un rétrécissement des marges sur intérêts et un recul des intérêts provenant des activités de négociation.

Au cours du trimestre, les reprises sur la provision pour pertes sur créances ont atteint 30 millions de dollars, comparativement à une reprise nette de 16 millions de dollars à l'exercice précédent et à une dotation nette à la provision de 26 millions de dollars au trimestre précédent. Les reprises nettes ont été réalisées principalement aux États-Unis au cours du trimestre à l'étude et du premier trimestre de l'exercice précédent, alors que des dotations nettes aux provisions ont été inscrites à la fois aux États-Unis et en Europe au trimestre précédent. Aucune nouvelle dotation aux provisions n'a été constituée au cours du trimestre à l'étude puisque les conditions sur le marché du crédit ont continué d'être favorables.

Les autres revenus se sont élevés à 361 millions de dollars pour le trimestre à l'étude, soit 12 % de moins qu'au trimestre comparable de l'exercice précédent. Les activités du secteur Marchés des capitaux mondiaux ont diminué de 22 % par rapport à celles de 2006, ce qui traduit un recul des négociations d'instruments dérivés et d'actions comparativement aux niveaux inégaux atteints au premier trimestre de l'exercice précédent. Les opérations de change et les opérations sur métaux précieux ont continué de dégager des résultats solides. Les autres revenus du secteur Services bancaires aux sociétés et services bancaires d'investissement mondiaux ont progressé de 12 %, sous l'effet surtout de la hausse des revenus tirés des services de banque d'investissement et de gains sur titres en Europe. Par rapport au trimestre précédent, les autres revenus ont progressé de 37 millions de dollars, ou de 11 %, en raison de l'accroissement des revenus tirés des activités de négociation d'actions et des opérations sur métaux précieux ainsi que des gains sur les titres, en partie contrebalancés par un recul des honoraires de consultation.

Les frais autres que d'intérêts se sont établis à 259 millions de dollars, ce qui constitue une modeste hausse de 2 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison surtout de l'augmentation des coûts liés à la rémunération et au matériel informatique. Par rapport au trimestre précédent, les frais ont progressé de 20 %, ce qui reflète les primes à la signature visant à accroître le personnel possédant des connaissances spécialisées et la rémunération liée au rendement, tout comme le trimestre précédent comprenait des ajustements pour l'établissement définitif des dividendes de 2006.

Le taux d'imposition effectif s'est établi à 26 % pour le trimestre, un recul par rapport au taux de 32 % affiché pour la période correspondante de l'exercice précédent, et à celui de 29 % affiché au trimestre précédent. Ce repli sur un an est attribuable en partie aux opérations de financement plus rentables sur le plan fiscal. De plus, les taux d'imposition moins élevés aux États-Unis au cours du trimestre, en raison du changement dans la composition des revenus, ont fait baisser le taux d'imposition effectif à la fois par rapport à la même période de l'exercice précédent et au trimestre précédent.

Autres¹⁾

	Pour les trimestres terminés les		
<i>(non vérifié) (en millions de dollars) (base de mise en équivalence fiscale)²⁾</i>	31 janvier 2007	31 octobre 2006	31 janvier 2006
Revenu du secteur d'activité			
Revenu d'intérêts net ³⁾	(116) \$	(184) \$	(138) \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	-	(60)	-
Autres revenus	157	127	127
Frais autres que d'intérêts	33	25	23
Charge d'impôts ³⁾	(35)	(75)	(60)
Bénéfice net	43 \$	53 \$	26 \$
Dividendes versés sur les actions privilégiées	2	1	2
Bénéfice net revenant aux actionnaires ordinaires	41 \$	52 \$	24 \$
Autres données			
Actif moyen <i>(en milliards de dollars)</i>	30 \$	30 \$	25 \$

1) Comprend les revenus de toutes les autres petites unités d'exploitation et les rajustements du siège social, tels que l'élimination de la majoration du revenu exempt d'impôt déclarée dans le revenu d'intérêts net et la charge d'impôts, les écarts entre les montants réels des coûts engagés et ceux imputés aux unités d'exploitation, et l'incidence des titrisations.

2) Se reporter à l'analyse des mesures non conformes aux PCGR à la page 6.

3) Inclut l'élimination de la majoration du revenu exempt d'impôt déclarée dans le revenu d'intérêts net ainsi que la charge d'impôts des trimestres terminés le 31 janvier 2007 (105 \$), le 31 octobre 2006 (131 \$) et le 31 janvier 2006 (96 \$), pour en arriver aux montants comptabilisés dans l'état consolidé des résultats.

Le bénéfice net revenant aux actionnaires ordinaires s'est établi à 41 millions de dollars au premier trimestre, soit une hausse de 17 millions de dollars par rapport au trimestre comparable de l'exercice précédent, mais une baisse de 11 millions de dollars par rapport au trimestre précédent.

Le total des revenus du trimestre s'est chiffré à 41 millions de dollars, une augmentation de 52 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent et de 98 millions de dollars par rapport au quatrième trimestre. Le revenu d'intérêts net s'est accru de 22 millions de dollars comparativement à l'exercice précédent, en raison surtout des variations favorables de la juste valeur des instruments dérivés autres que de négociation. D'un trimestre à l'autre, le revenu d'intérêts net a progressé de 68 millions de dollars, en raison d'écarts dans l'élimination du revenu exonéré d'impôt, ainsi que de variations favorables de la juste valeur des instruments dérivés autres que de négociation.

Les autres revenus ont augmenté de 30 millions de dollars à la fois d'un exercice à l'autre et d'un trimestre à l'autre, ce qui reflète la hausse des gains réalisés sur les ventes de titres au cours du trimestre à l'étude.

La dotation à la provision pour pertes sur créances qui était de néant n'a pas changé comparativement à l'exercice précédent, mais elle est en hausse par rapport au crédit de 60 millions de dollars inscrit au quatrième trimestre et qui était attribuable entièrement à une réduction de la provision générale.

Le revenu d'intérêts net et la charge d'impôts tiennent compte de l'élimination de la majoration du revenu exonéré d'impôt. Ce montant est inclus dans les résultats des secteurs d'exploitation, lesquels sont présentés selon une base de mise en équivalence fiscale. L'élimination s'est chiffrée à 105 millions de dollars pour le trimestre à l'étude, contre 96 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent et 131 millions de dollars au trimestre précédent.

Les frais autres que d'intérêts du trimestre, qui se sont élevés à 33 millions de dollars, sont en hausse de 10 millions de dollars par rapport à la même période de l'exercice précédent et de 8 millions de dollars par rapport au trimestre précédent. Ces hausses sont attribuables à un certain nombre de petites fluctuations des dépenses. La variation d'un exercice sur l'autre s'explique par une hausse de la rémunération liée au rendement et par une augmentation des honoraires.

Total

Pour les trimestres terminés les

<i>(non vérifié) (en millions de dollars)</i>	31 janvier 2007	31 octobre 2006	31 janvier 2006
Revenu du secteur d'activité			
Revenu d'intérêts net	1 776 \$	1 652 \$	1 509 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	63	32	75
Autres revenus	1 333	1 216	1 225
Frais autres que d'intérêts	1 724	1 708	1 562
Charge d'impôts	277	203	225
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	25	28	20
Bénéfice net	1 020 \$	897 \$	852 \$
Dividendes versés sur les actions privilégiées	8	7	8
Bénéfice net revenant aux actionnaires ordinaires	1 012 \$	890 \$	844 \$
Autres données			
Rendement des capitaux propres ¹⁾	23,0 %	21,1 %	21,6 %
Actif moyen <i>(en milliards de dollars)</i>	391 \$	374 \$	322 \$

1) Se reporter à l'analyse des mesures non conformes aux PCGR à la page 6.

Faits saillants par secteur géographique

Pour les trimestres terminés les

<i>(non vérifié)</i>	31 janvier 2007	31 octobre 2006	31 janvier 2006
Bénéfice net revenant aux actionnaires ordinaires <i>(en millions de dollars)</i>			
Canada	544 \$	538 \$	541 \$
États-Unis	163	27	57
Mexique	147	116	139
Autres pays	212	181	124
Rajustements du siège social	(54)	28	(17)
	1 012 \$	890 \$	844 \$
Actif moyen <i>(en milliards de dollars)</i>			
Canada	252 \$	243 \$	211 \$
États-Unis	33	33	28
Mexique	22	20	20
Autres pays	77	71	60
Rajustements du siège social	7	7	3
	391 \$	374 \$	322 \$

Chiffres clés pour les trimestres

	31 janv. 2007	Pour les trimestres terminés les						
		31 oct. 2006	31 juillet 2006	30 avril 2006	31 janv. 2006	31 oct. 2005	31 juillet 2005	30 avril 2005
Revenu total (<i>en millions de dollars</i>)	3 109 \$	2 868 \$	2 889 \$	2 717 \$	2 734 \$	2 660 \$	2 608 \$	2 594 \$
Revenu total (BMEF ¹⁾) (<i>en millions de dollars</i>)	3 214	2 999	2 989	2 830	2 830	2 735	2 689	2 688
Bénéfice net (<i>en millions de dollars</i>)	1 020	897	936	894	852	811	784	826
Bénéfice de base par action (<i>en dollars</i>)	1,02	0,90	0,94	0,90	0,85	0,81	0,78	0,82
Bénéfice dilué par action (<i>en dollars</i>)	1,01	0,89	0,93	0,89	0,84	0,80	0,77	0,81

1) Se reporter à l'analyse des mesures non conformes aux PCGR à la page 6.

Information sur les actions

	Au 31 janvier 2007
(<i>en milliers d'actions en circulation</i>)	
Actions ordinaires	992 849¹⁾
Actions privilégiées Série 12	12 000²⁾
Actions privilégiées Série 13	12 000³⁾
Actions privilégiées Série 14	13 800⁴⁾
Actions privilégiées de catégorie A émises par la Société de Placement Hypothécaire Scotia	250⁵⁾
Titres fiduciaires Série 2000-1 émis par Fiducie de Capital Scotia	500⁶⁾
Titres fiduciaires Série 2002-1 émis par Fiducie de Capital Banque Scotia	750⁶⁾
Titres fiduciaires Série 2003-1 émis par Fiducie de Capital Banque Scotia	750⁶⁾
Titres fiduciaires Série 2006-1 émis par Fiducie de Capital Banque Scotia	750⁶⁾
Options en cours attribuées aux termes des régimes d'options d'achat d'actions ordinaires	30 478¹⁾⁷⁾

1) Au 19 février 2007, le nombre d'actions ordinaires en circulation et le nombre d'options en cours s'élevaient respectivement à 992 869 et à 30 446. Le nombre des autres titres de ce tableau demeure inchangé.

2) Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel en espèces privilégié non cumulatif de 0,328125 \$ par action.

3) Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel en espèces privilégié non cumulatif de 0,30 \$ par action.

4) Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel en espèces privilégié non cumulatif de 0,28125 \$ par action, à l'exception du dividende initial payable le 26 avril 2007, qui est de 0,28356 \$ par action.

5) Présentés dans les obligations au titre des instruments de capitaux propres au bilan consolidé.

6) Présentés dans les dépôts au bilan consolidé.

7) Comprend 16 662 options d'achat d'actions assorties de droits à la plus-value des actions («composante DPV»).

On trouvera plus de renseignements, y compris les caractéristiques de convertibilité, aux notes 13, 14 et 15 des états financiers consolidés du 31 octobre 2006 publiés dans le Rapport annuel 2006, et à la note 4 figurant à la page 26 du présent rapport.

Conventions et estimations comptables

Les états financiers consolidés intermédiaires ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada («PCGR»). Il est recommandé de se reporter à la note 1 afférente aux états financiers consolidés annuels de 2006 pour obtenir de plus amples renseignements sur les importants principes comptables utilisés pour l'établissement de ces états financiers.

L'adoption de trois nouvelles normes comptables de l'ICCA, à savoir *Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation*, *Couvertures* et *Résultat étendu*, a eu une incidence sur les états financiers consolidés intermédiaires du présent trimestre de la Banque. Les changements et leur incidence sur les états financiers consolidés de la Banque sont décrits à la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires. Conformément aux exigences des nouvelles normes comptables, la Banque n'a pas retraité les chiffres de l'une ou l'autre des périodes antérieures par suite de l'adoption des nouvelles normes comptables, à l'exception des pertes de change non réalisées dans le résultat étendu de la rubrique capitaux propres. Elle a toutefois inscrit certains montants transitoires qui tiennent compte de l'effet cumulatif des rajustements des chiffres des périodes antérieures.

Les principales hypothèses et bases sur lesquelles reposent les estimations faites par la direction conformément aux PCGR de même que leur incidence sur les chiffres présentés dans les états financiers consolidés intermédiaires et les notes y afférentes demeurent essentiellement les mêmes que celles décrites dans le Rapport annuel 2006.

État consolidé des résultats

Pour les trimestres terminés les

<i>(non vérifié) (en millions de dollars)</i>	31 janvier 2007¹⁾	31 octobre 2006	31 janvier 2006
Revenu d'intérêts			
Prêts	3 377 \$	3 254 \$	2 575 \$
Titres	1 131	1 116	897
Titres pris en pension	330	326	238
Dépôts auprès d'autres banques	251	257	184
	5 089	4 953	3 894
Frais d'intérêts			
Dépôts	2 526	2 582	1 790
Débitures subordonnées	33	32	35
Obligations au titre des instruments de capitaux propres	13	13	13
Autres	741	674	547
	3 313	3 301	2 385
Revenu d'intérêts net	1 776	1 652	1 509
Dotation à la provision pour pertes sur créances (note 3)	63	32	75
Revenu d'intérêts net après la dotation à la provision pour pertes sur créances	1 713	1 620	1 434
Autres revenus			
Revenus sur cartes	93	83	75
Services de dépôt et de paiement	206	196	189
Fonds communs de placement	68	63	58
Services de gestion des placements, de courtage et de fiducie	188	171	161
Commissions de crédit	132	127	131
Revenus de négociation	149	138	243
Services de banque d'investissement	194	175	155
Gains nets sur titres disponibles à la vente ²⁾	127	64	94
Autres	176	199	119
	1 333	1 216	1 225
Revenu d'intérêts net et autres revenus	3 046	2 836	2 659
Frais autres que d'intérêts			
Salaires et avantages sociaux	1 003	966	934
Locaux et technologie	327	322	281
Communications	73	75	64
Publicité et prospection	76	73	47
Honoraires	45	58	32
Taxe d'affaires et taxe sur le capital	39	36	37
Autres frais	161	178	167
	1 724	1 708	1 562
Bénéfice avant les éléments ci-dessous	1 322	1 128	1 097
Charge d'impôts	277	203	225
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	25	28	20
Bénéfice net	1 020 \$	897 \$	852 \$
Dividendes versés sur les actions privilégiées	8	7	8
Bénéfice net revenant aux actionnaires ordinaires	1 012 \$	890 \$	844 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (<i>en millions</i>) :			
De base	991	989	989
Dilué	1 001	1 000	1 002
Bénéfice net par action ordinaire (<i>en dollars</i>) :			
De base	1,02 \$	0,90 \$	0,85 \$
Dilué	1,01 \$	0,89 \$	0,84 \$
Dividendes par action ordinaire (<i>en dollars</i>)	0,42 \$	0,39 \$	0,36 \$

Certains montants comparatifs du présent rapport trimestriel ont été reclassés pour correspondre à la présentation de la période en cours.

1) Il y a lieu de se reporter à la note 1 pour connaître l'incidence des nouvelles conventions comptables portant sur les instruments financiers adoptées au cours du premier trimestre de 2007.

2) Avant le 1^{er} novembre 2006, le gain net réalisé sur les titres était classé comme titres de placement. Il y a lieu de se reporter à la note 1 pour obtenir plus de détails.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

Bilan consolidé

	Aux		
	31 janvier 2007 ¹⁾	31 octobre 2006	31 janvier 2006
<i>(non vérifié) (en millions de dollars)</i>			
Actif			
Liquidités			
Trésorerie et dépôts sans intérêt auprès d'autres banques	2 508 \$	2 280 \$	2 244 \$
Dépôts portant intérêt auprès d'autres banques	20 277	17 734	18 125
Métaux précieux	3 599	3 362	3 571
	26 384	23 376	23 940
Titres			
Disponibles à la vente ²⁾	36 208	33 012	26 140
Négociation	64 307	62 490	51 873
	100 515	95 502	78 013
Titres pris en pension	24 129	25 705	20 058
Prêts			
Prêts hypothécaires à l'habitation	92 055	89 590	77 042
Prêts aux particuliers et sur cartes de crédit	39 757	39 058	35 331
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	83 067	76 733	62 608
	214 879	205 381	174 981
Provision pour pertes sur créances (note 3)	2 620	2 607	2 434
	212 259	202 774	172 547
Autres			
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	10 431	9 555	8 147
Évaluation à la valeur de marché des instruments dérivés de négociation	10 688	10 369	12 926
Terrains, bâtiments et matériel	2 344	2 256	1 926
Écart d'acquisition	1 121	873	497
Autres actifs incorporels	317	294	226
Autres actifs	8 282	8 302	6 671
	33 183	31 649	30 393
	396 470 \$	379 006 \$	324 951 \$
Passif et capitaux propres			
Dépôts			
Particuliers	96 823 \$	93 450 \$	86 289 \$
Entreprises et administrations publiques	148 995	141 072	113 652
Banques	31 201	29 392	27 606
	277 019	263 914	227 547
Autres			
Acceptations	10 431	9 555	8 147
Obligations relatives aux titres mis en pension	29 612	33 470	24 902
Obligations relatives aux valeurs vendues à découvert	18 201	13 396	10 513
Évaluation à la valeur de marché des instruments dérivés de négociation	11 039	11 211	13 639
Autres passifs	26 792	26 457	20 394 ³⁾
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	491	435	310
	96 566	94 524	77 905 ³⁾
Débetures subordonnées	2 340	2 271	2 578
Obligations au titre des instruments de capitaux propres	750	750	750
Capitaux propres			
Capital-actions			
Actions privilégiées	945	600	600
Actions ordinaires et surplus d'apport	3 520	3 425	3 339
Bénéfices non répartis	16 376	15 843	14 433 ³⁾
Cumul des autres éléments du résultat étendu ¹⁾	(1 046)	(2 321)	(2 201)
	19 795	17 547	16 171 ³⁾
	396 470 \$	379 006 \$	324 951 \$

Certains montants comparatifs du présent rapport trimestriel ont été reclassés pour correspondre à la présentation de la période en cours.

1) Il y a lieu de se reporter à la note 1 pour connaître l'incidence des nouvelles conventions comptables portant sur les instruments financiers adoptées au premier trimestre de 2007.

2) Avant le 1^{er} novembre 2006, ces titres étaient classés comme titres détenus à des fins de placement. Pour obtenir plus de détails, il y a lieu de se reporter à la note 1.

3) Il y a lieu de se reporter à la note 1 pour connaître la convention comptable portant sur la rémunération à base d'actions adoptée en 2006.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

État consolidé de la variation des capitaux propres

	Pour les trimestres terminés les	
	31 janvier 2007	31 janvier 2006
<i>(non vérifié) (en millions de dollars)</i>		
Actions privilégiées		
Solde au début de la période	600 \$	600 \$
Émissions	345	–
Solde à la fin de la période	945	600
Actions ordinaires et surplus d'apport		
Actions ordinaires		
Solde au début de la période	3 425	3 316
Émissions	95	34
Rachats aux fins d'annulation	–	(12)
Solde à la fin de la période	3 520	3 338
Surplus d'apport : juste valeur des options sur actions	–	1
Total	3 520	3 339
Bénéfices non répartis		
Solde au début de la période	15 843	14 126
Effet cumulatif de l'adoption des nouvelles conventions comptables	(61) ¹⁾	(25) ²⁾
	15 782	14 101
Bénéfice net	1 020	852
Dividendes : Actions privilégiées	(8)	(8)
Actions ordinaires	(416)	(356)
Achat d'actions	–	(156)
Autres	(2)	–
Solde à la fin de la période	16 376	14 433
Cumul des autres éléments du résultat étendu¹⁾		
Solde au début de la période	(2 321)	(1 961)
Effet cumulatif de l'adoption des nouvelles conventions comptables	683	–
Autres éléments du résultat étendu	592	(240)
Solde à la fin de la période	(1 046)	(2 201)
Total des capitaux propres à la fin de la période	19 795 \$	16 171 \$

État consolidé du résultat étendu¹⁾

	Pour les trimestres terminés les	
	31 janvier 2007	31 janvier 2006
<i>(non vérifié) (en millions de dollars)</i>		
Résultat étendu		
Bénéfice net	1 020 \$	852 \$
Autres éléments du résultat étendu, déduction faite de l'impôt sur les bénéfices		
Variation nette des gains (pertes) de change non réalisés	522	(240)
Variation nette des gains non réalisés sur les titres disponibles à la vente	48	–
Variation nette des gains sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	22	–
Autres éléments du résultat étendu	592	(240)
Résultat étendu	1 612 \$	612 \$

1) Il y a lieu de se reporter à la note 1 pour connaître l'incidence des nouvelles conventions comptables portant sur les instruments financiers adoptées au premier trimestre de 2007.

2) Il y a lieu de se reporter à la note 1 pour connaître la convention comptable portant sur la rémunération à base d'actions adoptée en 2006.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

État consolidé condensé des flux de trésorerie

Pour les trimestres terminés les

Provenance (affectation) des flux de trésorerie (non vérifié) (en millions de dollars)	31 janvier 2007	31 janvier 2006
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Bénéfice net	1 020 \$	852 \$
Ajustements au bénéfice net visant à déterminer les flux de trésorerie	(49)	(43)
Intérêts courus nets à recevoir et à payer	235	(97)
Titres de négociation	(1 192)	(2 166)
Évaluation à la valeur de marché des instruments dérivés de négociation, montant net	(294)	1 113
Autres, montant net	(982)	(1 242)
	(1 262)	(1 583)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Dépôts	7 407	12 892
Obligations relatives aux titres mis en pension	(4 636)	(824)
Obligations relatives aux titres vendus à découvert	4 650	(674)
Actions privilégiées émises	345	–
Actions ordinaires émises	65	28
Actions ordinaires remboursées/rachetées aux fins d'annulation	–	(168)
Dividendes versés en espèces	(424)	(364)
Autres, montant net	923	443
	8 330	11 333
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
Dépôts portant intérêt auprès d'autres banques	(1 537)	(3 382)
Titres pris en pension	1 576	219
Prêts, à l'exclusion des titrisations	(7 749)	(4 276)
Titrisations de prêts	848	434
Titres disponibles à la vente, montant net ¹⁾	166	(2 914)
Terrains, bâtiments et matériel, déduction faite des cessions	(120)	(48)
Autres, montant net ²⁾	(82)	–
	(6 898)	(9 967)
Incidence des fluctuations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	58	(40)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	228	(257)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	2 280	2 501
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période ³⁾	2 508 \$	2 244 \$
Décaissements effectués pour :		
Intérêts	3 794 \$	2 327 \$
Impôts sur les bénéfices	283 \$	274 \$

Certains montants comparatifs du présent rapport trimestriel ont été reclassés pour correspondre à la présentation de la période en cours.

1) Avant le 1^{er} novembre 2006, les titres disponibles à la vente étaient classés comme titres de placement. Il y a lieu de se reporter à la note 1 pour obtenir plus de détails.

2) Pour le trimestre terminé le 31 janvier 2007, comprend des placements dans des filiales, déduction faite d'un montant de 3 \$ au titre de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (néant au 31 janvier 2006) et déduction faite d'un montant de 4 \$ au titre de la contrepartie autre qu'en espèces constituée d'actions ordinaires nouvellement émises (néant au 31 janvier 2006).

3) Représente la trésorerie et les dépôts sans intérêt auprès d'autres banques.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires (non vérifié)

Les présents états financiers consolidés intermédiaires ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (« PCGR »). Ils devraient être lus conjointement avec les états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2006. Les principales conventions comptables qui ont servi à établir les états financiers consolidés intermédiaires sont conformes à celles que la Banque a utilisées dans l'établissement des états financiers consolidés vérifiés de fin d'exercice, à l'exception de ce qui est décrit à la note 1.

1. Modifications de conventions comptables

Modifications apportées au cours de l'exercice

Le 1^{er} novembre 2006, la Banque a adopté trois nouvelles normes comptables publiées par l'ICCA, à savoir *i) Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation*, *ii) Couvertures* et *iii) Résultat étendu*. Les principales exigences de ces nouvelles normes et les conventions comptables connexes ayant été subséquemment adoptées par la Banque, de même que leur incidence sur les états financiers, sont décrites ci-dessous.

Conformément aux exigences, sauf pour classer au cumul des autres éléments du résultat étendu les gains et les pertes de change non réalisés sur les investissements nets dans des établissements étrangers autonomes, les chiffres des périodes antérieures n'ont pas été retraités par suite de l'application des nouvelles normes comptables. Par conséquent, la Banque a comptabilisé une diminution nette de 61 millions de dollars (déduction faite d'une économie d'impôts de 31 millions de dollars) au solde d'ouverture des bénéfices non répartis de l'exercice 2007 pour tenir compte de l'effet cumulatif lié aux périodes antérieures de l'adoption des nouvelles normes comptables. Cette incidence transitoire découle essentiellement de la constatation dans les bénéfices non répartis des gains et des pertes reportés à la date de la transition relativement à certaines couvertures précédemment abandonnées. Pour le trimestre, ces changements se sont traduits par une augmentation nette du bénéfice net de 8 millions de dollars après impôts.

Les principales catégories du bilan touchées par l'adoption des nouvelles normes le 1^{er} novembre 2006 sont les suivantes :

<i>En millions de dollars</i>		
Catégorie du bilan	Augmentation/ (diminution)	Explication
Titres disponibles à la vente	1 091 \$	Comptabilisation de ces titres à la juste valeur
Actifs d'impôt futurs (autres actifs)	(369) \$	Comptabilisation des impôts futurs sur les composantes du cumul des autres éléments du résultat étendu
Bénéfices non répartis	(61) \$	Incidence après impôts de l'adoption des nouvelles normes sur le solde d'ouverture des bénéfices non répartis
Cumul des autres éléments du résultat étendu	683 \$	Incidence après impôts liée aux gains nets non réalisés sur les titres disponibles à la vente et les couvertures de flux de trésorerie

i) Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation

Les nouvelles normes exigent que tous les actifs et passifs financiers soient comptabilisés à leur juste valeur dans le bilan consolidé, à l'exception des éléments suivants qui sont comptabilisés au coût après amortissement, sauf s'ils sont considérés dès leur constatation initiale comme étant détenus à des fins de transaction : les prêts et créances, les titres détenus jusqu'à leur échéance et les passifs financiers non détenus aux fins de transaction. Malgré l'adoption de ces nouvelles normes comptables, les méthodes utilisées par la Banque pour évaluer la juste valeur des instruments financiers sont demeurées les mêmes.

Les normes exigent que les gains et les pertes non réalisés sur les actifs financiers désignés comme disponibles à la vente soient comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat étendu jusqu'à leur réalisation, après quoi ils seront inscrits à l'état consolidé des résultats. La Banque a classé tous ses titres de placement au 1^{er} novembre 2006 au poste des titres disponibles à la vente, de sorte que les gains et les pertes non réalisés sur ces titres sont inscrits de manière conforme aux exigences. Les titres de participation disponibles à la vente qui n'ont pas de prix de marché continueront d'être comptabilisés au coût. Étant disponibles à la vente, ces titres doivent néanmoins continuer à faire l'objet d'un examen régulier visant à déterminer s'ils ont subi une moins-value durable. S'il est démontré que le titre a subi une moins-value durable, celui-ci est ramené à sa juste valeur. L'incidence de la modification de

convention comptable visant la moins-value durable n'est pas importante. La Banque comptabilise l'achat et la vente de titres selon le principe de comptabilisation à la date de règlement tant pour le bilan consolidé que pour l'état consolidé des résultats.

Les gains et les pertes réalisés et non réalisés sur les actifs et passifs financiers détenus à des fins de transaction continueront d'être comptabilisés dans l'état consolidé des résultats.

Tous les instruments dérivés, y compris les dérivés intégrés devant être comptabilisés séparément, sont désormais inscrits à leur juste valeur au bilan consolidé, ce qui touche essentiellement les instruments dérivés désignés aux fins de la gestion de l'actif et du passif qui répondent aux critères de la comptabilité de couverture, lesquels étaient auparavant comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Ces dérivés de couverture sont maintenant comptabilisés dans les autres actifs et les autres passifs. De plus, aux termes des nouvelles normes comptables, les gains ou les pertes réalisés sur les instruments dérivés au moment de la mise en place des instruments ne seront plus constatés lorsque l'évaluation dépend de données du marché non observables. Dans pareilles circonstances, le gain ou la perte réalisé au moment d'une opération sur instruments dérivés sera différé sur la durée de vie du contrat connexe ou jusqu'à ce que les données d'évaluation soient observables.

Aux termes des nouvelles exigences, un passif sera constaté pour tenir compte de la juste valeur de l'obligation prise en

charge à la constitution de certaines garanties. Les garanties ainsi visées comprennent les lettres de crédit de soutien, les lettres de garantie, les améliorations des termes de crédit et d'autres contrats similaires. La juste valeur de l'obligation au moment de la constitution de la garantie est généralement fondée sur les flux de trésorerie actualisés de la prime devant être reçue, ce qui engendre un actif correspondant. La Banque a inscrit une hausse de 78 millions de dollars dans les autres passifs au 1^{er} novembre 2006 ainsi qu'une hausse correspondante dans les autres actifs relativement à ces garanties.

La convention comptable de la Banque consiste à capitaliser les coûts des opérations liés aux actifs financiers et aux passifs financiers non détenus à des fins de transaction et, s'il y a lieu, de constater ces coûts dans le revenu d'intérêts net sur la durée de vie prévue de l'instrument.

Éléments détenus à des fins de transaction

Aux termes des nouvelles normes comptables, la Banque a choisi de désigner certains portefeuilles d'actifs et de passifs comme étant détenus à des fins de transaction, tel qu'il est expliqué ci-dessous.

Les opérations de transaction de la Banque visent les dérivés de crédit destinés aux clients. La Banque peut acheter le(s) prêt(s) sous-jacent(s) d'un tiers pour couvrir économiquement son exposition au risque inhérent aux dérivés. En désignant ces prêts comme étant destinés à des fins de transaction, les variations de la juste valeur seront comptabilisées dans le résultat, tout comme les variations de la juste valeur des dérivés. Par conséquent, la Banque atténue de manière importante ou élimine la non-concordance comptable des deux instruments. La juste valeur de ces prêts négociés est fondée sur les prix du marché et elle s'est élevée à 4,6 milliards de dollars et à 3,3 milliards de dollars respectivement au 31 janvier 2007 et au 1^{er} novembre 2006. La variation de la juste valeur qui a été comptabilisée dans le revenu de négociation au cours du trimestre correspondait à un gain de 110 millions de dollars, et elle a été entièrement contrebalancée par les variations de la juste valeur des dérivés de crédit connexes.

Les opérations de négociation de la Banque comprennent l'achat d'actifs liés à des prêts dans des portefeuilles expressément autorisés dont le rendement est évalué en fonction de la juste valeur. La juste valeur de ces prêts négociés est fondée sur les prix du marché et elle s'est élevée à 152 millions de dollars et à 164 millions de dollars respectivement au 31 janvier 2007 et au 1^{er} novembre 2006. La variation de la juste valeur qui a été inscrite dans le revenu de négociation au cours du trimestre correspondait à un gain de 5 millions de dollars.

La Banque a désigné certains passifs au titre de billets de dépôt assortis d'options de prorogation comme étant détenus à des fins de transaction afin d'atténuer de manière importante la non-concordance comptable entre ces passifs et les variations de la juste valeur des dérivés connexes. La juste valeur de ces passifs au titre de billets de dépôt, y compris l'option de prorogation, est déterminée par l'actualisation des flux de trésorerie prévus, en fonction des taux courants offerts sur le marché pour des instruments similaires. La juste valeur de ces passifs s'est établie à 847 millions de dollars et à 785 millions de dollars respectivement au 31 janvier 2007 et au 1^{er} novembre 2006. La variation de la juste valeur qui a été comptabilisée dans le revenu d'intérêts net tiré de ces passifs au titre de billets de dépôt pour le trimestre correspondait à un gain de 2 millions de dollars, dont la quasi-totalité est attribuable aux variations

des taux d'intérêt du marché. Aucune variation de la juste valeur attribuable au risque de crédit n'a été enregistrée.

ii) Couvertures

Les critères précisant à quel moment un instrument dérivé peut être comptabilisé à titre de couverture n'ont pas changé de manière importante. Il existe trois types de couvertures : i) les couvertures de juste valeur, ii) les couvertures de flux de trésorerie et iii) les couvertures d'un investissement net. Auparavant, les dérivés qui répondaient aux critères de la comptabilité de couverture étaient comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Dans une couverture de juste valeur, la variation de la juste valeur du dérivé de couverture est contrebalancée dans l'état consolidé des résultats par la variation de la juste valeur de l'élément couvert ayant trait au risque couvert. La Banque utilise les couvertures de juste valeur essentiellement pour convertir le taux fixe des actifs et passifs financiers en taux variable. Les principaux instruments financiers désignés dans une relation de couverture de juste valeur comprennent les actifs liés à des obligations, les prêts, les passifs liés à des dépôts et les débentures subordonnées.

Dans une couverture de flux de trésorerie, la variation de la juste valeur du dérivé de couverture est inscrite dans les autres éléments du résultat étendu, dans la mesure où il est efficace, jusqu'à ce que l'élément couvert ait une incidence sur l'état consolidé des résultats. La Banque utilise les couvertures de flux de trésorerie essentiellement pour convertir le taux variable des passifs liés à des dépôts en taux fixe. Le cumul des autres éléments du résultat étendu découlant des couvertures de flux de trésorerie correspondait à une perte de 1 million de dollars (après impôts) au 31 janvier 2007. Le reclassement du cumul des autres éléments du résultat étendu à l'état des résultats au cours des douze prochains mois en raison des couvertures de flux de trésorerie en place ne devrait pas être important. Au 31 janvier 2007, la durée maximale des couvertures de flux de trésorerie en cours était inférieure à sept ans.

Dans une couverture d'un investissement net, la variation de la juste valeur de l'instrument de couverture, dans la mesure où il est efficace, est inscrite directement dans les autres éléments du résultat étendu. Ces montants sont constatés dans les résultats lorsque les écarts de conversion correspondants attribuables à des établissements étrangers autonomes sont portés aux résultats.

Toute inefficacité d'une couverture est évaluée et inscrite dans le revenu d'intérêts net de la période courante, dans l'état consolidé des résultats. Auparavant, l'inefficacité d'une couverture était généralement constatée dans l'état consolidé des résultats sur la durée de vie de la relation de couverture. La Banque a inscrit un gain de 12 millions de dollars, dont une tranche de 9 millions de dollars sur les couvertures de flux de trésorerie du premier trimestre relativement à la tranche inefficace des couvertures désignées. Lorsque la juste valeur ou les flux de trésorerie cessent d'être couverts, tout rajustement cumulatif de l'élément couvert ou des autres éléments du résultat étendu est constaté dans les résultats sur la durée restante de la couverture d'origine ou lorsque l'élément couvert est décomptabilisé.

L'adoption de ces nouvelles normes comptables n'a entraîné aucun changement important aux politiques de gestion du risque de la Banque, ni à ses activités de couverture.

iii) Résultat étendu

Un nouvel état, soit l'état du résultat étendu, fait maintenant partie des états financiers consolidés de la Banque. Il présente le bénéfice net de la période ainsi que les autres éléments du résultat étendu.

Le cumul des autres éléments du résultat étendu est présenté comme une composante distincte des capitaux propres. L'état consolidé du résultat étendu reflète les variations du cumul des autres éléments du résultat étendu, qui comprend les variations des gains et des pertes non réalisés sur les actifs désignés comme disponibles à la vente ainsi que les variations de la juste valeur des instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie, dans la mesure où ils sont efficaces. Les montants non réalisés liés à la conversion des devises découlant des établissements étrangers autonomes et l'incidence de toute couverture connexe, autrefois comptabilisés séparément dans l'état consolidé de la variation des capitaux propres, font maintenant partie du cumul des autres éléments du résultat étendu.

Les composantes du cumul des autres éléments du résultat étendu au 31 janvier 2007 et des autres éléments du résultat étendu pour le trimestre terminé à cette date se présentent comme suit :

Cumul des autres éléments du résultat étendu

(en millions de dollars)	Aux dates indiquées et pour les trimestres terminés à ces dates						
	Solde d'ouverture	Montant transitoire	Variation nette	Solde de fermeture	Solde d'ouverture	Variation nette	Solde de fermeture
	31 octobre 2006	1 ^{er} novembre 2006		31 janvier 2007	31 octobre 2005		31 janvier 2006
Gains (pertes) de change non réalisés, déduction faite des activités de couverture	(2 321) \$	– \$	522 \$	(1 799) \$ ¹⁾	(1 961) \$	(240) \$	(2 201) \$ ¹⁾
Gains non réalisés sur les titres disponibles à la vente, déduction faite des activités de couverture	–	706	48	754 ²⁾	–	–	–
Gains (pertes) sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	–	(23)	22	(1) ³⁾	–	–	–
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(2 321) \$	683 \$	592 \$	(1 046) \$	(1 961) \$	(240) \$	(2 201) \$

1) Déduction faite d'une charge d'impôts de néant.

2) Déduction faite d'une charge d'impôts de 414 \$. Le solde, au 31 janvier 2007, comprend les pertes non réalisées (après impôts) de 150 \$ sur les titres disponibles à la vente.

3) Déduction faite d'une économie d'impôts de 1 \$.

Autres éléments du résultat étendu

Les composantes des autres éléments du résultat étendu sont les suivantes :

(en millions de dollars)	Pour les trimestres terminés les	
	31 janvier 2007	31 janvier 2006
Variation nette des gains (pertes) de change non réalisés		
Gains (pertes) de change non réalisés ¹⁾	892 \$	(444) \$
Gains (pertes) sur les couvertures d'investissements nets dans des établissements étrangers autonomes ¹⁾	(370)	204
	522	(240)
Variation nette des gains (pertes) non réalisés sur les titres disponibles à la vente		
Gains non réalisés sur les titres disponibles à la vente ²⁾	124	–
Reclassement des pertes nettes réalisées sur les titres disponibles à la vente couvertes au bénéfice net ³⁾	9	–
Reclassement des gains nets réalisés au bénéfice net ⁴⁾	(85)	–
	48	–
Variation nette des gains (pertes) sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie		
Gains sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie ⁵⁾	247	–
Reclassement des gains au bénéfice net ⁶⁾	(225)	–
	22	–
Autres éléments du résultat étendu	592 \$	(240) \$

1) Déduction faite d'une charge d'impôts de néant (néant au 31 janvier 2006).

2) Déduction faite d'une charge d'impôts de 73 \$.

3) Déduction faite d'une charge d'impôts de 1 \$.

4) Déduction faite d'une économie d'impôts de 42 \$.

5) Déduction faite d'une charge d'impôts de 125 \$.

6) Déduction faite d'une économie d'impôts de 113 \$.

Modifications apportées au cours de l'exercice précédent

Au troisième trimestre de l'exercice 2006, la Banque a adopté de manière anticipée les dispositions d'un abrégé de l'ICCA traitant de la comptabilisation de la rémunération à base d'actions des salariés admissibles à la retraite avant la date d'acquisition des droits. Cet abrégé exige i) que les coûts de rémunération associés à l'attribution d'une rémunération à base d'actions à des salariés admissibles à la retraite à la date d'attribution soient entièrement constatés à la date d'attribution et ii) que les coûts de rémunération associés à l'attribution d'une rémunération à base d'actions à des salariés qui auront droit de prendre leur retraite au cours de la période d'acquisition des droits soient constatés au cours de la période se situant entre la date d'attribution et la date d'admissibilité à la retraite. Auparavant, ces coûts étaient constatés par la Banque sur la période d'acquisition des droits.

La Banque n'a pas retraité le bénéfice net de l'un ou l'autre des trimestres antérieurs à la suite de l'adoption de cette modification de convention comptable puisque celle-ci n'avait aucune incidence importante sur les résultats des trimestres ou des exercices antérieurs. Elle a inscrit un rajustement de 25 millions de dollars (déduction faite d'une économie d'impôts de 13 millions de dollars) au solde d'ouverture des bénéfices non répartis de l'exercice 2006 pour tenir compte de l'effet cumulatif de cette modification de convention comptable sur les exercices antérieurs.

2. Cession de prêts par titrisation

La Banque titrise des prêts hypothécaires à l'habitation en procédant à la création de titres adossés à des créances hypothécaires. Aucune perte sur créance n'est prévue, les prêts hypothécaires étant assurés. Pour le trimestre terminé le 31 janvier 2007, la moyenne pondérée des hypothèses clés utilisées dans la mesure de la juste valeur aux dates des opérations de titrisation correspond à un taux de remboursement par anticipation de 16 %, à une marge excédentaire de 1,2 % et à un taux d'actualisation de 4,1 %. Le tableau qui suit présente un sommaire des cessions réalisées par la Banque.

(en millions de dollars)	Pour les trimestres terminés les		
	31 janvier 2007	31 octobre 2006	31 janvier 2006
Produit net en espèces ¹⁾	848 \$	699 \$	434 \$
Droits conservés	32	18	11
Passif de gestion conservé	(7)	(5)	(2)
	873	712	443
Prêts hypothécaires à l'habitation titrisés	861	703	437
Gain net sur la cession	12 \$	9 \$	6 \$

1) Exclut les prêts hypothécaires assurés qui ont été titrisés et conservés par la Banque de 526 \$ pour le trimestre terminé le 31 janvier 2007 (160 \$ pour le trimestre terminé le 31 octobre 2006 et 268 \$ pour le trimestre terminé le 31 janvier 2006). Au 31 janvier 2007, le solde des titres adossés à des créances hypothécaires s'élevait à 2 502 \$ et ces actifs ont été classés comme titres disponibles à la vente.

3. Provision pour pertes sur créances

Le tableau qui suit présente un sommaire de la variation de la provision pour pertes sur créances :

(en millions de dollars)	Pour les trimestres terminés les		
	31 janvier 2007	31 octobre 2006	31 janvier 2006
Solde au début de la période	2 618 \$	2 706 \$	2 475 \$
Radiations	(168)	(150)	(131)
Recouvrements	34	36	39
Dotation à la provision pour pertes sur créances	63	32	75
Autres, y compris le redressement de change	84	(6)	(13)
Solde à la fin de la période ¹⁾²⁾³⁾	2 631 \$	2 618 \$	2 445 \$

1) Au 31 janvier 2007, comprend un montant de 26 \$ au titre des provisions générales et spécifiques liées aux acquisitions de nouvelles filiales (18 \$ au 31 octobre 2006; 7 \$ au 31 janvier 2006), lequel pourrait changer au terme de l'évaluation des actifs liés aux prêts acquis.

2) Au 31 janvier 2007, un montant de 11 \$ a été inscrit dans les autres passifs (11 \$ au 31 octobre 2006; 11 \$ au 31 janvier 2006).

3) Au 31 janvier 2007, la provision générale pour pertes sur créances se chiffrait à 1 323 \$ (1 307 \$ au 31 octobre 2006; 1 330 \$ au 31 janvier 2006).

4. Opérations importantes portant sur les capitaux propres

Au premier trimestre de 2007, la Banque a lancé une nouvelle offre publique de rachat dans le cours normal de ses activités en vue de racheter jusqu'à 20 millions de ses actions ordinaires, ce qui représente environ 2 % des actions ordinaires en circulation de la Banque au 31 décembre 2006. L'offre se terminera le 11 janvier 2008 ou à la date à laquelle la Banque aura racheté les actions, selon la première de ces deux dates. Au 31 janvier 2007, la Banque n'avait racheté aucune action ordinaire dans le cadre de cette offre.

Les actions privilégiées de série 14 à dividende non cumulatif ont été émises le 24 janvier 2007 et elles donnent droit à un

dividende trimestriel en espèces privilégié non cumulatif de 0,28125 \$ par action. Le dividende initial, payable le 26 avril 2007, se chiffrera à 0,28356 \$ par action. Sous réserve de l'approbation des autorités de réglementation, les actions peuvent être rachetées par la Banque à compter du 26 avril 2012 moyennant un paiement de 26,00 \$ par action, majoré des dividendes déclarés et des dividendes non versés à la date alors fixée pour le rachat et, par la suite, d'une prime annuelle dégressive jusqu'au 27 avril 2016. Après cette date, aucune prime ne sera versée au rachat. Ces actions privilégiées font partie du capital de catégorie 1.

5. Avantages sociaux futurs

Les avantages sociaux futurs comprennent les prestations de retraite et les avantages complémentaires de retraite, les avantages postérieurs à l'emploi et les absences et congés rémunérés. Le tableau suivant résume les charges liées aux principaux régimes de la Banque¹⁾.

<i>(en millions de dollars)</i>	Pour les trimestres terminés les		
	31 janvier 2007	31 octobre 2006	31 janvier 2006
Charges au titre des prestations			
Régimes de retraite	9 \$	20 \$	24 \$
Autres régimes	30	32	31
	39 \$	52 \$	55 \$

1) D'autres régimes administrés par certaines filiales de la Banque ne sont pas considérés comme importants et ne sont pas pris en compte dans les présentes données.

6. Résultats d'exploitation sectoriels

La Banque Scotia est une institution de services financiers diversifiée qui offre une vaste gamme de produits et de services financiers à ses clientèles privée et commerciale ainsi qu'aux grandes entreprises dans le monde entier. La Banque se divise en trois grands secteurs d'exploitation, à savoir :

Réseau canadien, Opérations internationales et Scotia Capitaux. Les résultats de ces secteurs d'exploitation sont présentés dans les tableaux sur le revenu par secteur d'activité paraissant précédemment aux pages 12 à 16.

7. Acquisitions

Au cours du quatrième trimestre de 2006, la Banque a conclu l'acquisition de Corporacion Interfin, société mère de Banco Interfin au Costa Rica, pour la somme de 325 millions de dollars. Le total des actifs à l'acquisition se chiffrait à environ 1,6 milliard de dollars, la majeure partie des actifs étant des prêts. Le total estimatif de l'écart d'acquisition de 247 millions de dollars et les autres actifs incorporels de 35 millions de dollars ont été inscrits au bilan consolidé. Ces montants pourraient être rajustés puisque la Banque n'a pas terminé l'évaluation des actifs acquis et des passifs pris en charge.

Le 13 décembre 2006, la Banque a conclu l'acquisition de Dehring Bunting & Golding Ltd. (« DB&G ») moyennant l'achat de 68 % de ses actions en circulation en contrepartie de 76 millions de dollars. Le total de l'actif à l'acquisition se chiffrait à 663 millions de dollars et il se composait essentiellement de titres. La Banque n'a pas terminé l'appréciation et l'évaluation des actifs acquis et des passifs pris en charge dans le cadre de cette acquisition. Par conséquent, l'excédent du montant du prix d'achat sur la valeur comptable des actifs et des passifs n'a pas été entièrement réparti entre les actifs acquis et les passifs pris en charge dans le bilan consolidé. L'écart d'acquisition et les autres actifs incorporels qui en résultent ne devraient pas être importants dans les états financiers consolidés de la Banque.

Service de dépôt direct

Les actionnaires qui le désirent peuvent faire déposer les dividendes qui leur sont distribués directement dans leurs comptes tenus par des institutions financières membres de l'Association canadienne des paiements. Il leur suffit, à cet effet, d'écrire à l'Agent de transfert.

Régime de dividendes et d'achat d'actions

Le régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions de la Banque Scotia permet aux porteurs d'actions ordinaires et privilégiées d'acquiescer d'autres actions ordinaires en réinvestissant leurs dividendes en espèces sans avoir à acquiescer les frais de courtage ou d'administration.

Les actionnaires admissibles ont également la possibilité d'affecter, au cours de chaque exercice, une somme ne dépassant pas 20 000 \$ à l'achat d'actions ordinaires supplémentaires de la Banque. Les titulaires de débentures subordonnées entièrement nominatives de la Banque peuvent également affecter aux mêmes fins le montant des intérêts perçus sur ces dernières. Tous les frais liés à la gestion du régime sont à la charge de la Banque.

Pour obtenir plus de renseignements sur le régime, il suffit de communiquer avec l'Agent de transfert.

Dates de paiement des dividendes pour 2007

Dates de clôture des registres et de paiement des dividendes déclarés sur les actions ordinaires et privilégiées, sous réserve de l'approbation du conseil d'administration.

Date de clôture des registres	Date de paiement
2 janvier	29 janvier
3 avril	26 avril
3 juillet	27 juillet
2 octobre	29 octobre

Envoi de documents en plusieurs exemplaires

À titre d'actionnaire, vous pouvez figurer plusieurs fois sur la liste d'envoi si vous êtes inscrit sous différents noms ou différentes adresses. Pour mettre fin à cette duplication, veuillez communiquer avec l'Agent de transfert afin que soient prises les dispositions nécessaires.

Site Web

Pour toute information concernant la Banque Scotia et ses services, vous pouvez visiter notre site Web : www.banquescotia.com.

Conférence téléphonique et diffusion sur le Web

La conférence téléphonique portant sur les résultats trimestriels, d'une durée d'environ une heure, aura lieu le 6 mars 2007 à compter de 13 h HNE. Les parties intéressées peuvent suivre la conférence téléphonique, à titre d'auditeurs uniquement, en composant le 1-800-732-6179 (numéro sans frais), 5 à 15 minutes avant le début. La conférence téléphonique, accompagnée d'une présentation sur diapositives, sera également diffusée en direct sur le Web. Pour y accéder, cliquez sur le lien «Relations avec les investisseurs» du site www.banquescotia.com. La présentation des résultats par les dirigeants de la Banque Scotia sera suivie d'une période de questions. Les auditeurs sont invités à envoyer leurs questions par courriel, à l'adresse investor.relations@scotiabank.com.

Un enregistrement de la conférence téléphonique sera disponible du 6 mars au 20 mars 2007, au numéro de téléphone 416-640-1917, code 21218684, suivi du carré. Un enregistrement de la conférence diffusée sur le Web sera disponible pendant trois mois sur le site Web de la Banque Scotia.

RENSEIGNEMENTS

Investisseurs

Les analystes financiers, les gestionnaires de portefeuilles et les autres investisseurs qui souhaitent obtenir de l'information financière concernant la Banque sont priés de communiquer avec le service Relations avec les investisseurs, Affaires financières :

Banque Scotia
Scotia Plaza
44, rue King Ouest
Toronto (Ontario) Canada M5H 1H1
Téléphone : 416-866-5982
Télécopieur : 416-866-7867
Courriel : investor.relations@scotiabank.com

Médias

Les demandes d'information des médias et les autres demandes de renseignements doivent être adressées au service Relations publiques, Affaires de la société et Affaires gouvernementales à l'adresse ci-dessus.

Téléphone : 416-866-3925
Télécopieur : 416-866-4988
Courriel : corpaff@scotiabank.com

Actionnaires

Pour obtenir des renseignements sur un changement d'inscription d'actions, un changement d'adresse, des dividendes, des transferts successoraux ou la perte de certificats d'actions, ou pour demander que cessent des envois multiples, veuillez vous adresser à l'Agent de transfert de la Banque :

Société de fiducie Computershare du Canada
100, avenue University, 9^e étage
Toronto (Ontario) Canada M5J 2Y1
Téléphone : 1-877-982-8767
Télécopieur : 1-888-453-0330
Courriel : service@computershare.com

Actionnaires (suite)

Coagent de transfert (États-Unis)
Computershare Trust Company, Inc.
350 Indiana Street
Golden, Colorado 80401 U.S.A.
Téléphone : 1-800-962-4284

Pour toute autre demande de renseignements, les actionnaires sont priés de contacter les Affaires financières :

Banque Scotia
Scotia Plaza
44, rue King Ouest
Toronto (Ontario) Canada M5H 1H1
Téléphone : 416-866-4790
Télécopieur : 416-866-4048
Courriel : corporate.secretary@scotiabank.com

Quarterly Reports available in English

The Bank publishes its statements and Annual Report in both English and French, and makes every effort to provide them to Shareholders in the language of their choice. If you would prefer to receive shareholder communications in English, please contact Public, Corporate and Government Affairs, The Bank of Nova Scotia, Scotia Plaza, 44 King Street West, Toronto, Ontario, Canada, M5H 1H1. Please supply the mailing label you received, if possible, so we may adjust our records.

La Banque de Nouvelle-Écosse est une entreprise canadienne constituée avec responsabilité limitée.

